



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT! est à nous

Dossier

**ANI et loi sur la
sécurisation de l'emploi:
à jeter et rejeter**

Pages 6 et 7

n°184 - 28 février 2013 - 1,20 €

www.npa2009.org

Dans la rue contre le gouvernement



POUR QUE LE MEDEF NE FASSE PAS LA LOI!



REGARDS

Répression en Russie

Entretien avec Philippe Dolbounov, militant antifasciste, membre du Mouvement socialiste de Russie.

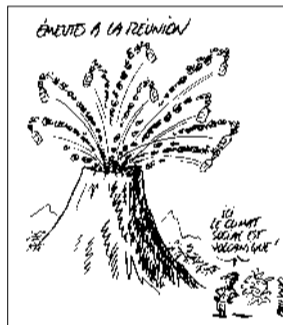
Page 2

PREMIER PLAN

La « rénovation urbaine » : l'arnaque

Page 3

ACTU



**La Réunion :
le volcan social**

Page 4

ACTU



**Haro sur les
Allocations
familiales !**

Page 8

Depuis mai dernier, le gouvernement Hollande-Ayrault poursuit et accélère la politique d'austérité initiée par le gouvernement précédent : diminution du nombre de fonctionnaires, blocage de leurs salaires, coupes dans les budgets sociaux, transmission de certaines responsabilités de l'État aux collectivités locales sans leur en fournir les moyens financiers, etc. Avec l'Accord national interprofessionnel (ANI), il livre les droits des salariéEs sur un plateau à la rapacité du patronat.

Hollande avait déjà mis en place « l'accord compétitivité » : politique d'austérité pour la majorité des salariéEs, mais salves de cadeaux fiscaux de 20 milliards pour le patronat, pardon « les entreprises », afin de créer le fameux « choc de compétitivité ». Tout cela dans un contexte de suppressions massives d'emplois publics et privés. Toujours pas assez au goût de certains.

SUITE PAGE 2



Agenda

28 février, meeting unitaire contre l'ANI, Paris. RV à 19 heures à La Bellevilloise, 19-21 rue Boyer, Paris 20^e (M^o Ménilmontant ou Gambetta). Avec la participation d'Olivier Besancenot.

2 mars, rassemblement «Troupes françaises, hors du Mali!», Toulouse. RV à 15 h, place du Capitole à Toulouse. À l'appel de : Coup pour Coup 31, Déchoukaj, Entraide Tiers-Monde 46-31, NPA, OCML-VP...

2 mars, marche anticoloniale et antiraciste, Paris. Départ à 14 heures de Barbès.

2 mars, projection-débat «Fukushima, deux ans déjà», Bordeaux. De 9 h à 12 h au local du NPA, 99 rue Camille-Sauvageau. Un repas «auberge espagnole» est prévu à la suite du débat.

8 mars, journée mondiale pour les droits des femmes, manifestation à Paris. RV à 18 h 30 à Stalingrad (en direction de Bastille).

9 mars, chaîne humaine antinucléaire, Paris. À partir de 13 h 30, de la Défense à Bercy plusieurs rassemblements vont encercler des lieux significatifs (ministères, Assemblée nationale, EDF, Areva...), se regrouper, pour finir par un concert à Bastille. Le NPA tiendra le lieu de rassemblement de l'Assemblée nationale.

● ● ● SUITE DE LA PAGE 1

Mépris social, mépris de classe

Face à un gouvernement qui roule pour eux, les patrons et leur super syndicat, le Medef, sont à l'offensive, et certains se sentent tellement pousser des ailes qu'ils vont jusqu'à l'insulte. C'est le cas du PDG de Titan qui, dans une lettre adressée à Montebourg, traite les ouvriers de Goodyear de fainéants grassement payés.

Face à de telles déclarations, même Laurence Parisot a dû réagir en déclarant «qu'il y avait quelque chose de tout à fait inacceptable dans les propos de M. Taylor», mais aussi que «par cette façon très provocante de dire des choses, il met en avant des anomalies et des dysfonctionnements qu'il faut que nous corrigions.» Bref, il a tort sur la forme, mais sur le fond il a raison (les salariés en France ne travaillent pas assez)!

Ne doutons pas que le Medef surfera sur ces propos pour remettre en cause les 35 heures et pour faire pression sur le gouvernement comme il l'a fait sur de nombreux sujets, en particulier sur l'accord dit de flexi-sécurité.

Se mobiliser réellement contre l'ANI

L'Accord national interprofessionnel, signé le 11 janvier par le Medef et la «troïka» syndicale CFDT-CFTC-CGC, va être transposé en loi par le gouvernement. Un projet de loi qui sera présenté au Conseil des ministres le 6 mars.

En décidant d'inscrire dans la loi cet accord s'appliquant au niveau national et à l'ensemble des salariéEs, le gouvernement montre son empressement vis-à-vis du patronat. Cette loi de flexibilité sera en effet une nouvelle arme pour tous les patrons. Elle leur donnera la possibilité de licencier plus vite et moins cher. Elle les autorisera à baisser les salaires, à imposer la mobilité, à rallonger le temps de travail. Le seul titre de l'accord, «Accord national interprofessionnel, ANI, (...), au service de la compétitivité des entreprises» montre que l'objectif est de subordonner la vie, le salaire, les conditions de travail des salariés à cette «compétitivité», c'est-à-dire aux profits de



Rassemblement des boîtes en lutte contre les licenciements devant le siège de Goodyear à Rueil Malmaison le 12 février. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

quelques-uns. D'un bout à l'autre, article après article, ce sont les souhaits du patronat qui se trouvent exaucés et les pseudo nouveaux droits pour les salariéEs sont inexistantes.

Face à cet accord de régression sociale majeur, FO et la CGT, rejoints par Solidaires et la FSU, appellent à une journée d'action et de mobilisation le 5 mars. Il faut évidemment que cette journée soit une véritable réussite mais, on le sait, une seule journée ne suffira pas pour aboutir au retrait du projet de loi. C'est donc un vrai mouvement d'ensemble, généralisé, dans la durée, qu'il faut construire. Toute la gauche sociale et politique doit être au rendez-vous.

Construire une véritable opposition de gauche

On le voit au quotidien, il n'y a pas que l'ANI, c'est toute une politique de régression sociale qui est mise en œuvre par ce gouvernement. Par ailleurs, l'aggravation de la crise capitaliste

oblige le gouvernement à durcir ses prévisions économiques, annonçant donc une aggravation de la politique d'austérité : des réductions de dépenses publiques encore plus importantes (au moins 15 milliards de coupes supplémentaires), la baisse ou la fiscalisation des allocations familiales, le gel des retraites – voire leur baisse – par augmentation des cotisations versées par les pensionnés avec en prime un nouveau recul de l'âge de départ en retraite ; des économies sur la formation professionnelle, le logement, l'aide aux chômeurs... On en oublie, mais Hollande et Ayrault, leurs ministres et leurs conseillers, penseront à tout!

Plus que jamais, il est urgent d'avoir une véritable opposition unitaire de gauche à ce gouvernement, une opposition qui propose une alternative politique de rupture pour répondre aux besoins du plus grand nombre.

Sandra Demarcq

regards

Propos recueillis par Alina Poliakova et traduit du russe par Mathilde Dugaucquier

DR **Répression en Russie: «Les autorités craignent l'explosion sociale plus que tout»**

Entretien Philippe Dolbounov est un militant antifasciste, membre du Mouvement socialiste de Russie (RSD). Suite aux événements du 6 mai dernier à Moscou, qui ont tourné en affrontement avec les policiers suite à une provocation de ceux-ci, il a été persécuté par les agences répressives de l'État et a dû fuir le territoire de la Russie à deux reprises. Depuis janvier 2013, il se trouve en Ukraine où la représentation du Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés (UNHCR) tarde à réagir à sa demande de protection.

D'abord, es-tu à présent en sécurité?

Non, je ne suis pas en sécurité (...) J'ai appris qu'un avis de recherche avait été officiellement lancé contre moi en Russie. Toutes les semaines, mes parents reçoivent la visite de «collaborateurs» de la police du centre «E» (Centre de lutte contre l'extrémisme – ndt) ou même du FSB, les services secrets russes. Ici, en Ukraine, j'ai été pris en filature par des collaborateurs du SBU (services secrets ukrainiens – ndt). De plus, le UNHCR ne réagit pas à ma demande d'obtention du statut de réfugié.

Tu as peur d'être déporté?

Après l'enlèvement de Léonid Razvojaev à Kiev et si on considère le nombre de déportations de réfugiés depuis l'Ukraine, qui est très élevé, c'est très possible, d'autant plus que le SBU collabore étroitement avec le FSB et le Centre «E»...

Comment as-tu remarqué que tu étais suivi?

Par exemple, le 6 février, j'ai été pris en filature depuis le Service des migrations ukrainien jusqu'à mon lieu de résidence. Trois personnes ressemblant à des agents m'ont suivi à une distance de 40 mètres. Ils s'arrêtaient régulièrement, en faisant mine de discuter (...) C'est seulement en arrivant aux abords de la maison que je leur ai échappé. J'ai vu que l'un d'eux courait derrière moi et j'ai réussi à me cacher. À présent, des policiers ukrainiens font souvent la ronde près de la maison.

À ton avis, à quoi est dû cet intérêt des services secrets pour ta personne?

Il me semble que les services secrets sont très intéressés par les gens de gauche ces temps-ci (...) Pour le moment, en Russie, la situation économique est assez tendue. L'État mène des coupes dans l'enseignement, la santé et d'autres budgets sociaux. À la différence des libéraux, qui ne pensent qu'à «la Russie sans Poutine», la gauche n'hésite pas à parler de ces problèmes. Les autorités craignent l'explosion sociale plus que tout. D'où les poursuites, la répression, les arrestations, intimidations, etc.

Quel a été ton vrai rôle dans les événements du 6 mai pour lesquels ont t'accuse?

Concrètement, (...), je risque d'être accusé d'«organisation de troubles de l'ordre public». L'instruction s'en remet à la reconnaissance de culpabilité de Léonid Razvojaev, dans laquelle je suis désigné comme étant la personne qui menait le bloc des anarchistes. En réalité, ce jour-là, je marchais avec le bloc du RSD, dont je suis membre. Je n'ai pas eu recours à la violence contre des policiers (...)

Tu as été témoin dans le cadre du procès de Stepan Zimin dans «l'affaire du 6 mai». As-tu été mis sous pression à cet égard?

Oui, je me suis volontairement présenté comme témoin dans l'affaire qui concerne Stepan. Le 25 octobre, des collaborateurs du Centre «E» sont

venus me chercher chez moi et ont tenté de m'arracher des déclarations sur Lebedev, Razvojaev et Oudaltsov dans les locaux du Comité d'instruction (SK). Mon logement a été perquisitionné. Ce jour-là ils m'ont laissé partir en me disant que mon «statut procédural» n'était pas clair (...) Exactement une semaine plus tard, l'inspecteur Maroukian m'a appelé pour un interrogatoire. Je lui ai dit que Stepan n'avait pas jeté de pierre, n'avait pas eu recours à la violence contre des policiers et n'avait participé dans aucune échauffourée. Durant l'interrogatoire, Maroukian a menacé de m'envoyer à l'armée si, selon ses propres termes, je n'arrêtais pas de «lâcher des conneries».

Pourquoi décides-tu de quitter la Russie justement maintenant?

Ils ont commencé à mettre la pression sur mes proches : ma mère et mes grands-parents. Lors de l'interrogatoire du 25 octobre, les collaborateurs du Centre «E» ont menacé d'envoyer ma famille en interrogatoire au SK si elle les empêchait encore de «faire leur travail». Je suis parti parce que je suis aujourd'hui convaincu qu'ils veulent me mettre en prison (...) Le 12 février, ils ont interrogé ma grand-mère de 70 ans... (...)

Comment cela se passe pour obtenir le statut de réfugié? Tu y arrives?

Pour le moment je pense me rendre dans un

autre pays car je ne me sens absolument pas en sécurité. Cela se passe mal car l'UNHCR ne réagit pas quand je dis que je suis poursuivi en Ukraine aussi. Son directeur a déclaré récemment à la presse que l'Ukraine est un pays sûr pour les réfugiés. Mais je ne peux pas comprendre pourquoi ils ne peuvent pas nous fournir une protection supplémentaire à moi et à d'autres personnes ayant fui la Russie, étant donné les circonstances. À part moi, Alexeï Deviatkin du parti «Autre Russie», la journaliste Jenny Kourpen et Mikhaïl Maglov du parti «Solidarité» ont pris la fuite en Ukraine. Pour nous aider, ce qu'il faut faire avant tout, c'est attirer l'attention sur la situation des réfugiés russes, surtout au niveau international.



DR



Par Yvan Lemaitre

VAGUES CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Plus de 200 organisations – associations, syndicats, partis politiques antilibéraux et anticapitalistes – appelaient à manifester samedi 23 février dans 80 villes de l'État espagnol contre la politique d'austérité du gouvernement de droite de Mariano Rajoy et la corruption. La date du 23 février avait été choisie en référence au 23 février 1981, date de la tentative de coup d'État tenté par des officiers nostalgiques du franquisme. Les manifestants voulaient ainsi dénoncer le nouveau coup d'État « mené par les marchés financiers » et la corruption politique qui est son arme préférée dans une société pourrie par la cupidité, la course effrénée aux profits et à la spéculation.

Cette journée visait à faire converger « les marées citoyennes » qui mobilisent la population autour de la défense de l'éducation, la marée verte, ou contre la privatisation du système de santé, marée blanche, pour le respect des droits des femmes, contre la privatisation de la gestion de l'eau... Se retrouvaient aussi les mineurs en grève contre la fermeture des mines, les collectifs des « Indignés » aux cris de « ce n'est pas une crise, c'est une arnaque »... À travers toute l'Espagne, les luttes, les révoltes ont convergé dans un profond mouvement combinant les revendications sociales et politiques.

L'exigence d'une « démocratie réelle maintenant » prend force. Elle exprime la prise de conscience qu'il n'y a pas de réponse aux politiques d'austérité qui entretiennent et aggravent la crise sans un bouleversement social et politique qui rompt avec un système et des institutions dominés par les intérêts du capital.

En Grèce la veille des manifestations en Espagne, au Portugal la semaine précédente, dans toute l'Europe, la vague monte contre des politiques soumises au parasitisme de la finance. Elle appelle un programme politique capable de rassembler les travailleurs, toutes les victimes de la crise, pour en finir avec l'austérité, annuler la dette, mettre les financiers comme les hommes politiques qu'ils achètent hors d'état de nuire, et construire une autre Europe, celles des travailleurs et des peuples.

Par-delà les frontières, ce combat est le nôtre.

LA « RÉNOVATION URBAINE » L'arnaque

Après sa visite à Clichy-sous-bois, Ayrault a annoncé le mardi 19 février que « l'État est de retour dans les quartiers ». Pourtant, la priorité annoncée par le candidat Hollande pour le logement et les quartiers populaires s'éloigne de plus en plus. Il manquerait « seulement » 1 milliard d'euros pour financer l'objectif de 150 000 logements sociaux par an, et les démolitions continuent avec le lancement du nouveau Programme national de rénovation urbaine (PNRU 2).

Lancé en 2003, le PNRU prétendait résorber l'habitat insalubre et assurer une « mixité sociale » en agissant sur le bâti de quartiers ciblés parmi les Zones urbaines sensibles (ZUS). Au final, 395 projets ont le label ANRU (Agence nationale de rénovation urbaine) dans 486 quartiers (dont seulement 189 quartiers issus des ZUS). Montant total des travaux : 44 milliards d'euros partagés entre l'ANRU (27%), les bailleurs sociaux et privés (43%) et les collectivités locales (30%).

Une rénovation contre les plus pauvres

Cette politique de « rénovation urbaine » pose plusieurs problèmes. Tout d'abord, les financements sont très insuffisants puisqu'il manque 6 milliards d'euros pour finir le PNRU 1. Depuis 2009, l'État s'est désengagé complètement de toute aide directe à l'ANRU, qui vit désormais de prélèvement sur l'Action logement (organisme géré par le patronat et les syndicats, alimenté par le « 1% logement » qui n'est plus que le 0,45% !). À ce retrait de l'État s'ajoutent des coupes à venir dans les transferts de subventions aux collectivités locales pourtant très impliquées dans le co-financement des PNRU. L'ensemble laisse planer un avenir très incertain sur les financements effectifs des projets en cours, et déjà en 2009 l'ANRU s'est retrouvée dans l'incapacité de tenir ses engagements, ce qui s'est traduit par un arrêt brutal des chantiers...

Les PNRU ont aussi entraîné la démolition de 128 751 logements qui étaient le plus souvent en bon état. Et la politique du « 1 pour 1 », un logement détruit, un autre construit à l'identique, n'est qu'une vaste supercherie puisque 36% des logements détruits n'ont donné lieu à aucune reconstruction. Ce sont ainsi près de 50 000 logements qui ont disparu.

Cette politique affichée de rénovation est en fait devenue une arme de tri social dans les mains des collectivités locales qui profitent de ces projets pour renvoyer toujours plus loin en périphérie des grandes villes les populations les plus défavorisées. Enfin, le dernier problème posé n'est pas le moindre, c'est l'absence totale de consultation des premiers concernés dans

ces projets : les habitants des quartiers. Des habitants ont été déplacés, certaines familles ne sont jamais réintégrées dans leur quartier et les logements construits sont très souvent plus petits et plus chers.

PNRU 2 à l'heure de l'austérité

Réclamé par les élus locaux depuis longtemps, déjà annoncé par Sarkozy, le PNRU 2 est lancé par le gouvernement Ayrault. La volonté affichée par François Lamy (ministre de la Ville) de dessiner « une nouvelle géographie prioritaire » en resserrant les zones dites prioritaires, est bien le seul élément de changement avec les politiques précédentes.

Pour le reste, rien ne change. Pire, beaucoup s'aggrave. Le désengagement de l'État de l'ANRU

n'est pas remis en cause. C'est l'Action logement qui assure le financement avec 800 millions d'euros par an jusqu'à 2015. Aucune garantie au-delà de 2015 et pour le reste, l'État fait appel au privé pour financer les projets.

Bref, rien de neuf à l'horizon pour les quartiers et leurs habitants. Une action vers les quartiers centrée sur le bâti, de la politique hors-sol qui ne tient pas compte du chômage qui explose, de la déscolarisation qui touche un jeune sur quatre, et du fait qu'un tiers des habitants des quartiers populaires vit sous le seuil de pauvreté.

« Les élus ressassent rénovation ça rassure, mais c'est toujours la même merde derrière les nouvelles couches de peinture » rappait déjà en 1997 Akhenaton. Depuis, pas grand chose n'a changé !

Max Bess et Isabelle Guichard



HOLLANDE Voyageur de commerce... en faillite

François Hollande est allé en Grèce le 19 février. D'un côté, il a prodigué la bonne parole, saluant les Grecs pour leurs efforts et leurs sacrifices, notant qu'ils étaient sur la bonne voie, et affirmant la solidarité de la France : « Je refuse une Europe qui condamnerait le pays à une austérité sans fin ». De l'autre, il a appelé cyniquement les patrons français à faire de bonnes affaires avec les privatisations en cours : « Les entreprises françaises doivent être présentes. »

Après avoir énuméré les secteurs, « énergie, gestion de l'eau, transports et chemins de fer », les perspectives pétrolières en mer Égée ont été également évoquées. Total serait intéressé... L'Union européenne impose à la Grèce non seulement l'austérité, mais une restructuration globale de son économie et de la société : des règles du contrat de travail à la propriété des services publics.

On mesure la déchéance de la social-démocratie à cette attitude d'un Président qui soutient les plans d'austérité à répétition imposée à la Grèce et incite les entreprises françaises à participer au dépeçage des services publics. Tout en assaisonnant le réel de quelques déclarations hypocrites.

L'énergie commerciale de Hollande en Grèce, après celle récemment déployée dans son voyage en Inde, correspond à une pensée capitaliste primaire qui confond intérêts des entreprises et bien-être du

pays. On croirait entendre le PDG de General Motors qui déclarait dans les années 50 : « ce qui est bon pour General Motors est bon pour les États-Unis ».

Les trois visages de la misère

Pendant que Hollande fait le représentant de commerce, la croissance s'effondre et le chômage progresse. Selon les dernières prévisions économiques de la Commission, après une croissance nulle en 2012, l'économie française stagnerait en 2013 (+0,1%). Et le taux de chômage continuerait de progresser et passerait à 10,7% en moyenne. La politique impulsée par Hollande et les autres dirigeants européens amène la perpétuation de la récession en 2013 (-0,3% pour la zone Euro). 32 000 emplois industriels ont été détruits en France en 2013 sur 68 000 destructions d'emplois au total. Malgré cet échec évident, Hollande et Ayrault persistent et signent : « Ce qui compte c'est la trajectoire. Nous

allons la poursuivre. Nous allons dans la bonne direction », a déclaré Ayrault le 13 février.

Ce modèle économique est soutenu par le capital mondialisé assoiffé de profit et détaché des territoires nationaux. Mais il conduit les peuples à la misère. Par ailleurs, dans la hiérarchie des puissances, le capitalisme français recule par rapport à d'autres pays, l'Allemagne au premier chef. Il y donc un lien entre les trois faces de Hollande : le voyageur de commerce en Inde et en Grèce, le chef de guerre au Mali et le défenseur de l'austérité en France. Il s'agit d'une politique de soutien au capital français et à sa place dans le monde en panachant trois instruments : les mesures de restriction et de démantèlement des droits sociaux en France, la diplomatie économique et le déploiement militaire. Face à cette politique globale, dans les semaines qui viennent, il s'agira d'articuler les luttes dans les entreprises et l'éducation, la pression contre



Quand l'injustice devient la loi, la résistance devient un devoir. ANTARSYA (DR)

L'Accord national interprofessionnel et la dénonciation globale d'une action gouvernementale cynique et menteuse.

Henri Wilno

ALGÉRIE

Mélénchon
en homme d'État

Quand, dans le cadre d'une tournée au Maghreb pour des conférences sur l'écosocialisme, Jean-luc Mélénchon va en Algérie, ce n'est pas pour discuter en internationaliste, solidaire des mobilisations en cours dans différents secteurs (mouvement des chômeurs à Ouargla, mobilisation des différents secteurs publics, Barbacha...).

«Vous êtes assez subtils pour deviner qu'étant de passage à Alger, je n'ai naturellement pas l'intention de m'exprimer sur la situation en Algérie» a-t-il déclaré à la presse. Il discute en «patriote» et explique à propos des contrats que Hollande est venu conclure en décembre dernier à Alger: «La vie des nations est également faite de contrats et d'accords. Si les Algériens ne sont pas contents de ces contrats, ils n'ont qu'à en signer d'autres. La République française doit y trouver son compte».

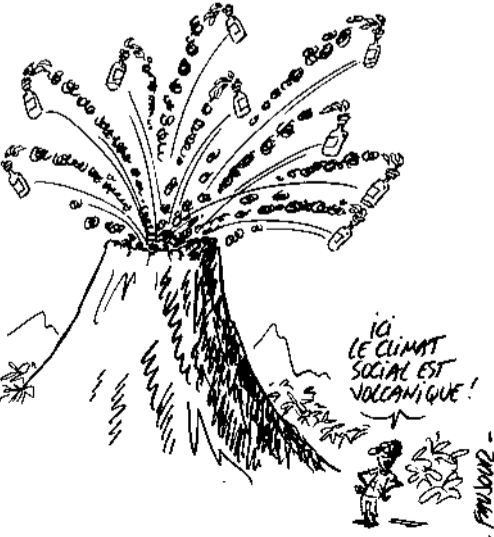
Pas de repentance

Mais c'est surtout sur les questions liées au passé colonial de la France en Algérie que Mélénchon soutient Hollande. Pas question de parler de repentance de la France: «Je pense que ça serait une belle perte de temps. La France, c'est aussi moi, et moi je n'ai martyrisé personne, ni mes ancêtres. (...) Je pense que c'est une perte de temps totale et un subterfuge pour ne pas parler d'autre chose, des problèmes auxquels nous sommes confrontés». Des crimes commis à l'époque de la colonisation? «Le peuple français n'est pas davantage responsable de la colonisation que de l'esclavage ou de la déportation des juifs! (...) J'ai dit devant le Sénat français que nos armes ont combattu pour un ordre injuste, celui de la colonisation et qu'il était juste qu'elles perdent ce combat. Le peuple algérien et l'Algérie se sont constitués dans la guerre d'indépendance. Cette guerre, il l'a gagnée. Quel genre de vainqueur a besoin des excuses du vaincu? En avons-nous jamais demandé, après les avoir vaincus, aux Allemands qui nous ont envahis trois fois en un siècle?».

Comme si la lutte entre les deux puissances impérialistes rivales était comparable à 132 ans de colonisation, de spoliations légalisées, de soumission d'un peuple réduit au statut «d'indigène musulman». Mais cela n'entre pas dans le raisonnement du défenseur de la laïcité républicaine, qui d'ailleurs a fini par parler de «guerre civile» à propos de la guerre d'indépendance.

Quand Mélénchon se positionne à l'étranger, ce n'est plus au nom de la «révolution citoyenne», mais en responsable politique qui assume le passé de l'État français. Rien de bien subversif!
Cathy Billard

ÉMEUTES À LA RÉUNION



MALI Le temps des drones

Samedi 23 février, les drones étatsuniens «Predator» sont entrés en action dans le nord du Mali. Ces drones, stationnés depuis plusieurs semaines sur une base américaine à Niamey (qui risque fort de devenir permanente au nom de la «lutte antiterroriste dans le Sahel»), ont été utilisés pour frapper des combattants djihadistes, à l'appui de l'action des armées française et tchadienne dans le massif des Ifoghars (entre Kidal et la frontière algérienne).

Ce coin désertique et montagneux reste depuis plusieurs semaines interdit à l'armée malienne elle-même. Dans cette zone, le combat contre les groupes djihadistes est pour le moment réservé aux troupes françaises, tchadiennes ainsi qu'aux membres armés du MNLA («Mouvement national de libération de l'Azawad»). Ce mouvement indépendantiste touareg avait été initialement soutenu par la France qui cherchait à l'utiliser comme une force supplétive pour «sécuriser» ses intérêts économiques et stratégiques au nord du Sahel. Or, le MNLA avait noué une alliance stratégique, pendant le premier semestre 2012, avec des groupes djihadistes pour élargir son champ d'action militaire. Sa direction en a payé un prix lourd, puisque les djihadistes ont rompu l'alliance et contraint les dirigeants MNLA à se réfugier au Burkina Faso fin juin 2012.

Depuis, elle cherche à tout prix à revenir dans le jeu, proposant son aide militaire à la France pour combattre au Nord-Mali. Dans le nord-est du pays, ses soldats combattent désormais avec les troupes françaises... alors que l'armée de Bamako reste exclue du terrain. Ce qui nourrit dans l'esprit de beaucoup de Maliens une vive crainte pour l'après-guerre, puisqu'ils soupçonnent la France de vouloir ensuite entretenir les divisions du pays.

La dictature tchadienne renforcée

Les troupes tchadiennes, 2000 hommes sur le sol malien, jouent actuellement un rôle non négligeable. Le week-end dernier, l'armée tchadienne a ainsi annoncé avoir tué 65 djihadistes, mais aussi compté 13 morts dans ses rangs. Deux morts français depuis le début de l'intervention et, pour les djihadistes, le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a évoqué «des centaines» de tués. Le nombre de civils, tués ou blessés au titre de «dommages collatéraux», reste inconnu et la presse (y compris française) n'a aucun accès libre au terrain...

Vu l'investissement de l'armée tchadienne, dont le contingent est le plus fort sur le terrain à côté des 4000 Français, force est de constater que la dictature d'Idriss Déby aura racheté les faveurs de la France. Ainsi, l'un des pires régimes de la région, qui est entre autres un grand utilisateur d'enfants-soldats, risque fort de sortir stabilisé de la guerre actuelle au Mali.

Bertold du Ryon



Commerces détruits au cours des combats entre les islamistes et les armées maliennes et françaises, le 23 février. REUTERS/JOE PENNEY

NIGERIA Misère, crimes et djihadisme

L'enlèvement de sept ressortissants français, dont quatre enfants, dans le nord du Cameroun près de la frontière nigérienne met sur le devant de la scène française le groupe Boko Haram. En effet, cet acte odieux s'est passé à 200 km de Maiduguri, fief de la secte islamiste.

Même si les ravisseurs s'en revendiquent, rien n'indique de façon sûre que le rapt de cette famille a été effectué par des groupes islamistes. Au Nigeria, «l'industrie» de l'enlèvement et des rançons s'est largement développée, révélateur d'un pays qui s'enfoncé dans le délabrement. Si le Nigeria est le premier exportateur africain de pétrole, la situation est une des plus catastrophiques. La répartition des richesses est totalement inégalitaire, entraînant une frustration d'une jeunesse minée par le chômage. C'est sur ce terreau que Boko Haram, en langue haoussa «l'éducation occidentale est interdite», créé au début des années 2000, s'est développé. Au départ islamiste fondamentaliste, la répression qui s'est abattue sur l'organisation – en 2009, des centaines de

morts et l'assassinat de son leader Mohamed Yusuf – a contribué à sa radicalisation. Depuis, cette secte qui se fixe comme objectif l'instauration de la charia dans le pays, n'hésite pas à fomenter des attentats sanglants contre les chrétiens, entraînant une répression aveugle de l'armée nigérienne. Ainsi, une spirale de violence déborde les frontières du pays, des militants de Boko Haram renforçant les effectifs djihadistes du Nord-Mali. Pour les analystes financiers occidentaux, le continent africain fait bonne figure, puisque sa croissance est prévue autour de 5% pour 2013. Mais ces chiffres cachent mal le dénuement de centaines de millions d'Africains dont, faute de perspectives, certains se réfugient dans les sectes religieuses.

Paul Martial

LA RÉUNION Le volcan social

« Dans l'ensemble de la République, c'est à la Réunion que les écarts entre les revenus sont les plus prononcés.

9 des 10 communes les plus inégalitaires de la République se trouvent à la Réunion. » C'est ainsi qu'un commentateur avisé décrivait la situation de l'île en avril 2012... Il semblerait que personne ne l'ait entendu.

En dépit des battages médiatiques sur «l'île à grand spectacle», «l'île intense», il suffit de lire les rapports officiels pour voir que tous les voyants sont au rouge. Une enquête emploi de l'INSEE réalisée en 2011 nous en dit long. Dans chaque département d'outre-mer, plus d'un actif sur cinq est au chômage, avec un record à la Réunion (29,5%). De plus lorsqu'ils travaillent, le salaire moyen des Domiens est inférieur à celui des métropolitains.

Les jeunes, les plus touchés par le chômage, supportent la hausse la plus forte depuis 2010 (+4,1 points), 8,8 points depuis 2007. De plus,

64% des chômeurs de 15 à 24 ans le sont depuis plus d'un an, contre 50% en 2010.

Les jeunes lancent l'offensive

Comment s'étonner que, découragés par le niveau du chômage, les jeunes exigent un travail, non plus un emploi précaire? Un vrai travail avec un vrai salaire, comme ceux de Saint-Louis qui refusèrent de discuter avec les représentants de la mairie pour exiger des emplois dans la zone industrielle le 20 février dernier.

L'exemple de cette audace, de cette «insolence» comme on dit ici, c'est aussi une dizaine de personnes qui l'ont donné en se rendant le 7 février

au Pôle emploi de Saint-Benoît pour protester contre la radiation de certains dossiers. Devant le refus de prendre en compte leur détresse, ils ont décidé de rester dans l'agence et d'entamer une grève de la faim.

«Stop ça suffit»!

Face à l'obstruction de la Région dirigée par un jeune loup sarkozyste pur et dur, l'Alliance des Réunionnais contre la pauvreté décida alors de lancer un appel public le 18 février, intimant la jeunesse «à ne pas se laisser faire et à exiger des solutions pérennes à leurs préoccupations. (...) La jeunesse et les familles réunionnaises doivent dire stop ça suffit car donner et créer des emplois à la Réunion c'est possible». La jeunesse a répondu présent dans plusieurs villes de la Réunion, notamment Saint-Benoît, Saint-Louis et Le Port, entre le 19 et le 23 février. Le préfet a été obligé d'appeler des renforts de Mayotte, puis de «métropole», pour éviter une extension des émeutes qui célébraient à leur manière les manifestations de février 2012 contre la vie chère... et sans doute aussi pour

protéger le passage de la porte-parole du gouvernement, Najat Vallaud-Belkacem, venue dans l'île «vendre» les contrats aidés et les emplois d'avenir – des «solutions mobilisables à court terme pour passer la crise»!

Une gauche introuvable

On aurait pu s'attendre à un soutien des organisations politiques et syndicales dites «de gauche». C'était sans compter sur l'aveuglement de notre gouvernement et de ceux qui le soutiennent, du PS ou du PCR qui se sont positionnés en faveur de la mise en place des emplois précaires, au nom du «réalisme» et de la paix sociale. «Les emplois aidés sont un mal nécessaire», a même écrit la CGTR... En réponse, une élue communiste de Saint-Louis a été «prise en otage» par les manifestants pendant plusieurs heures, pour protester contre le non-respect des promesses! Le volcan réunionnais n'est pas prêt de s'éteindre, dans ce pays qui, derrière le paravent de la déparlementalisation heureuse, reste une colonie...

De Tampon, correspondant

GRÈCE **Et maintenant ?**

Avec la fédération du public ADEDY, la direction de la confédération syndicale du secteur privé GSEE ne pouvait pas faire moins qu'appeler à une nouvelle journée de grève générale le jeudi 20 février. Après les réquisitions de travailleurs en lutte, le gouvernement mijote désormais une atteinte majeure au droit de grève, et le 3 mars, la troïka FMI-UE-Banque centrale européenne va contrôler les comptes dans le but de supprimer 25 000 postes dans le secteur public et d'accélérer les privatisations. Tout cela avant que la troïka intérieure (droite, PASOK et DIMAR) n'impose à coup sûr de nouvelles mesures.

Dans ce climat, François Hollande était venu (avec des patrons de boîtes françaises...) en visite éclair en Grèce la veille de la grève « pour encourager le gouvernement de coalition (...) parce qu'il fait un travail courageux ». Quel courage en effet de faire monter le chômage à 27%, de réduire une partie de la population à la survie et en prime de criminaliser les résistances !

Travailleurs, paysans, étudiants...

Ce gouvernement a raison d'être inquiet. La colère des travailleurEs s'est encore massivement exprimée le 20 février : grève suivie à 100% dans les chantiers navals, les transports (sauf le métro, où la réquisition continue), les raffineries, les ports (promis à la privatisation). À 90% dans la construction, la sidérurgie, l'hôtellerie, les entreprises publiques...

La revendication centrale était le maintien des conventions collectives, dont le patronat et son gouvernement aimeraient bien se passer. Dans tout le pays, de grosses manifestations, avec des centaines de milliers de travailleurEs dans les rues, et dans plusieurs villes des cortèges de paysans, actuellement en lutte contre la baisse dramatique de leurs revenus. En effet, ce gouvernement veut faire baisser le prix de la production, et donc augmenter les frais des paysans : essence pour les tracteurs... Aussi, dans différentes régions - Lamia, Larissa, Thessalonique, Serrès - de puissants barrages ont été installés par les agriculteurs. En Crète, une chaîne humaine de plus de 15 km a été formée par les habitants de la région de Lassithi, venus jusqu'à Hirklio pour crier leur colère, car privé de leurs écoles, hôpitaux, services publics...

Quelle issue à la crise ?

À Athènes, au moins 50 000 manifestantEs étaient dans la rue, répartis en deux cortèges (comme toujours, malheureusement...). La manifestation



était moins battante que les précédentes, et il ne faut pas sous-estimer le découragement par rapport aux défaites encaissées ces derniers mois. En même temps, la forte participation à la grève et aux manifs rappellent le rejet de masse de cette politique de misère, et les travailleurs du métro qui n'étaient pas réquisitionnés ont été fortement acclamés pour leur grève, certes cassée par le gouvernement mais déterminée. Un nouveau secteur est aujourd'hui à suivre : les étudiantEs des IUT (TEI en grec) menacés de fermeture, qui luttent pour leur maintien, avec souvent un large soutien des populations locales.

Dans cette situation, le gouvernement redoute une

véritable explosion sociale, et prend donc toutes les mesures - y compris la tolérance envers les nazis de Chryssi Avgi dont il peut user comme supplétif - pour terroriser la population qui résiste, et cela dans une légalité fort douteuse. Des tiraillements apparaissent de plus en plus fort en son sein, et des cadres du Pasok commencent à regarder du côté de Syriza, dont la direction (Synaspismos, réformiste) n'exclut rien. La construction d'un pôle anticapitaliste de masse, à partir d'Antarsya et de groupes à gauche du Synaspismos, sera décisive pour une issue politique de gauche à la crise.

D'Athènes, A. Sartzekis

SYRIE **Manbij, vitrine de la liberté**

Il se pourrait que la ville de Manbij, au nord-est d'Alep, soit l'exemple le plus achevé, issu de la révolution syrienne, de la capacité des Syriens à administrer leurs affaires eux-mêmes, loin du monopole et de l'arbitraire dictatoriaux. Les éléments du régime ont évacué la ville soudainement et curieusement à l'aube des premiers jours du mois de ramadan dernier (mi-juillet 2012). Les habitants se sont appropriés les institutions de l'État et les ont préservées. Ainsi ces dernières et la vie tout court y ont été maintenues à l'identique, à ceci près que les habitants y sont « libres »...

Votre santé nous intéresse...

Dans cet immense espace de la liberté qui favorise l'explosion des énergies, un groupe de jeunes - ils sont actuellement cinquante - a fondé un mouvement appelé le « Mouvement du changement et de l'édification de Manbij ». C'est un rassemblement de jeunesse pour la libération des initiatives au service de la société. Cela concerne en particulier l'ornement des rues de la ville, un projet d'abattage, de distribution de vêtements pour l'hiver... La plus importante des initiatives reste l'expérience d'assurance sociale bénévole baptisée « Votre santé nous intéresse ».

Celui qui la supervise, Hassan Seyyed Ali, en a dit à *Zaman Alwasl* que l'initiative s'est composée au départ de trois groupes. Chacun d'entre eux regroupe sept médecins de plusieurs spécialités et cinquante familles, soit pour la première étape 21 médecins et 150 familles bénéficiaires. Il poursuit en disant qu'à l'origine il y avait cinq

personnes, qui se sont mises d'accord avec des médecins de toutes spécialités sur des services gratuits à offrir aux familles. L'équipe produit un rapport mensuel et, selon le rapport, la ventilation des familles est conçue de manière à éviter l'affluence chez les médecins et à ne pas retarder les soins pour les familles choisies.

La population de Manbij connaît ses pauvres

M. Ali poursuit : « Nous avons pourvu les médecins en ordonnances pour l'une des pharmacies qui nous offre une réduction de 20%. Le prix des médicaments est payé par une collecte de la ville et nous continuons de travailler pour élargir nos possibilités. » Il explique que la sélection des familles a eu lieu par une connaissance de la nature sociale de la ville de Manbij qui a permis de sélectionner les familles en droit de recevoir ces soins, y compris les familles les plus modestes, car les membres du

mouvement sont eux-mêmes issus de la société de Manbij et la « population de Manbij connaît ses pauvres ». L'initiative « Votre santé nous intéresse » relève de la jeunesse, et a supposé une prise de conscience par ces jeunes des charges et des soucis de leur société. Ils ont mis à profit leur capacité de coordination, d'action et d'appréciation des priorités. Cette initiative a été l'un des premiers fruits de leur savoir-faire, mais pas le dernier, car la soif de création et d'action est omniprésente dans un climat de liberté, tout comme la marche vers la dignité humaine qui est le but de la révolution. Cette initiative participe aussi à la construction de la conscience par différents moyens, notamment toutes sortes de publications pour une prise de conscience sociale et politique. La question la plus importante reste le renforcement des revendications visant à l'élaboration d'un État civil, l'appel à l'unité des brigades de l'Armée libre,

tout ceci afin d'atténuer le coût humain et matériel qui augmente jour après jour avec la poursuite de la guerre. **Hassan Seïd**

(Source : La ligne de Front, organe du Courant de la Gauche Révolutionnaire, n°12, février 2013, traduit de l'arabe, LT)



PHOTO THÉO ROUGE / ROMAIN HINGANT

ITALIE **Les soubresauts de la crise**

La crise italienne explose avec les élections du 25 février. Le favori des élections, le Parti démocrate du centre gauche, n'atteint pas les 30%, Berlusconi fait plus que résister, et Mario Monti le libéral est défait. Grâce à la loi électorale, le centre gauche aura 340 sièges (sur 630) à la Chambre des députés, mais au Sénat par contre, la situation est totalement ingouvernable. Et Beppe Grillo exprime la colère de la population...

Premiers enseignements. La rage anti-crise et contre les « castes » politiciennes se concentre sur le mouvement de Beppe Grillo, qui a fait une grande campagne électorale, réunissant 100 000 personnes à Rome. Il représente le premier parti à la Chambre des députés avec 25,6% des voix. Aucune hypothèse de gouvernement crédible ne sort des urnes, le besoin d'une alternative s'incarne aujourd'hui dans le « mouvement des 5 étoiles » de Grillo. Le gouvernement de Monti a été désavoué. Ceux qui se sont immolés sur l'autel de la BCE ont été battus, en particulier Bersani (Vendola) et Monti, soit les mêmes que le *Financial Times* présentait comme les seuls artisans possibles d'un futur gouvernement...

Instabilité...

Nous sommes dans une situation à la grecque... avec Grillo à la place de Syriza ! Grillo est la seule réponse qui a convaincu. Une réponse vague, contradictoire, mais radicale, contre la crise et l'austérité. Il faudra du temps pour mieux évaluer Grillo. Elle se nourrit non seulement de la perte de confiance dans le PDL et dans la Ligue du Nord, mais elle pêche aussi dans le PD et dans la gauche plus radicale, balayée, peut-être définitivement... Une réponse multiple, qui associe la petite bourgeoisie, des jeunes en état de précarité et des secteurs de l'intelligentsia (le Prix Nobel Dario Fo est venu à Milan soutenir Grillo...). Un regroupement qui propose d'abolir la dette et les taxes foncières mais aussi soutient la petite et moyenne entreprise.

Pour le moment il y a impossibilité totale de gouverner. Il est difficile d'imaginer une grande coalition Berlusconi-Bersani depuis que Monti a pratiquement disparu de la scène. L'hypothèse d'une alliance entre le PD et Grillo est très compliquée. Une situation de grande instabilité qui se reflète déjà sur la Bourse qui a ouvert à moins 5% au lendemain des élections. Par contre, la vieille gauche est morte. Les restes du PRC, le Pdc, les Verts et aussi le populisme de gauche de l'ex-magistrat Di Pietro, unis dans la liste « Révolution Civile » dirigée par Antonio Ingroia (magistrat anti-mafia à Palerme) ont obtenu à peine 2,2%.

... et reconstruction

Nous sommes à la fin, politiquement et idéologiquement, du vieux mouvement ouvrier. Un fait qui vient d'être grandement confirmé par ces élections. La période qui s'ouvre semble donc totalement instable, et dépendra des choix du « mouvement des 5 étoiles ». Il faudra regarder dans quelle voie s'engagera le mouvement de Grillo parce qu'il devient un acteur important. Il va servir de « filet de mouvement » afin d'unifier les résistances, pour amorcer ce « tsunami social » dont on ressent l'urgence.

Mais Grillo nous montre que la résistance ne suffit pas, qu'il faut avoir une proposition convaincante, savoir offrir de l'espoir. La voie de la reconstruction exigera de faire des expériences intelligentes, audacieuses, courageuses. Plus que tout, il faudra une nouvelle génération politique. Assez des improvisations, des répétitions du passé, de la nostalgie des petits partis. Nous sommes devant un champ ouvert, et cette fois nous y sommes vraiment.

De Rome, Salvatore Canavo (Sinistra critica)

Le Medef en rêvait, le gouvernement s'apprête à le faire

Dans son rapport sur la compétitivité de l'industrie française, remis au gouvernement au mois de novembre 2012, Louis Gallois prescrivait d'augmenter les possibilités d'«adaptation des entreprises à des évolutions conjoncturelles qu'elles ne maîtrisent pas», de leur accorder des «souplesse nouvelles» et de leur permettre «d'accélérer et de sécuriser les procédures [de licenciement] et ainsi de réduire le nombre de recours».

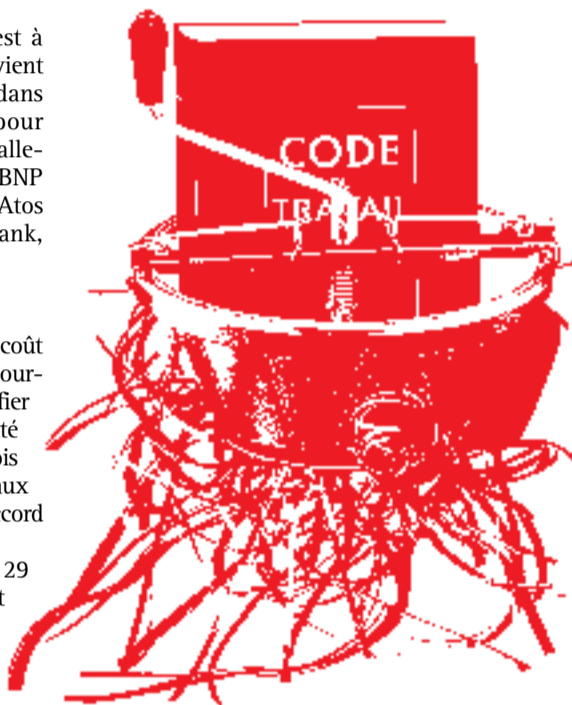
Le 4 septembre 2012, François Hollande est à Évian, à l'invitation du PDG de Danone (qui vient d'annoncer la suppression de 900 emplois dans le monde et de plus de 200 en France), pour participer au forum des patrons français et allemands en présence des hauts dirigeants de BNP Paribas, Société générale, Total, PSA, Areva, Atos Origin, GDF Suez, Rothschild, Deutsche Bank, Siemens, Deutsch Telekom, BMW, etc.

Des présidents aux ordres...

Il est chaudement applaudi lorsqu'il évoque un coût du travail trop élevé, des charges pesant trop lourdement sur les entreprises, la nécessité de modifier le droit du travail et d'instaurer de la flexibilité en matière de salaires et de temps de travail. Trois jours plus tard, le ministre du Travail intime aux syndicats et au patronat l'ordre de trouver un accord sur le sujet d'ici la fin de l'année 2012.

Sarkozy ne s'y était pas pris autrement. Le 29 janvier 2012, il affichait sur TF1 son souhait de voir conclure au niveau des entreprises des accords «compétitivité-emploi», qui

«s'imposent à la loi et aux contrats individuels [...] si une majorité de salariés se met d'accord dans une entreprise, pas une branche, pour décider d'un délai de travail, pour décider de privilégier l'emploi sur le salaire ou le salaire sur l'emploi». Il ajoutait : «Le Premier ministre écrira aux partenaires sociaux dès demain matin pour leur demander de négocier ces accords de compétitivité-emploi dans les deux mois qui viennent».



FLEXIBILITÉ

Au service de la compétitivité

Désormais, en cas de «grave difficulté conjoncturelle» (ou «pour faire face à des difficultés prévisibles ou déjà présentes, susceptibles de mettre en danger l'emploi et/ou la survie de l'entreprise» précise même l'ANI), les entreprises pourront imposer aux salariés l'augmentation de leur temps de travail et la baisse de leurs salaires.

Ce n'est certes pas nouveau. Dans les faits, le patronat n'a pas attendu d'avoir la loi avec lui pour imposer de tels reculs. Voir ce qui s'est passé à Vénissieux chez Bosch en 2004 (suppression de jours RTT, blocage des salaires, baisse de la rémunération des heures de nuit et à la clef plus de 400 emplois supprimés cinq ans après), à Clairoux et Sarreguemines chez Continental en 2007 (passage à 40 heures, baisse des salaires, puis en 2009, retour aux 35 heures sur le site mosellan et fermeture de l'usine de l'Oise) ou à Strasbourg chez General Motors en 2010 (suppression de jours RTT et de l'intéressement, gel des salaires et l'annonce de près de 3000 suppressions d'emplois en Europe en 2012).

Marché de dupes

La nouveauté, c'est que désormais si un tel accord est conclu, avec des délégués syndicaux, mais aussi avec des représentants du personnel élus ou avec des salariés mandatés (ce qui laisse donc ouverte la possibilité d'en conclure dans toutes les entreprises, que la présence syndicale y soit ou non autorisée), la modification des contrats de travail est acquise. Elle s'imposera aux salariés, dont le refus entraînera automatiquement le licenciement économique. Un licenciement économique

qui restera individuel, quel que soit le nombre de salariés concernés (pas d'information ni de consultation des représentants du personnel, pas d'établissement d'un plan de reclassement, bref, pas de temps laissé à la mobilisation)! Et au passage, le délai pour contester le licenciement passera de cinq à un an.

L'engagement à préserver l'emploi est quant à lui limité à deux ans maximum et aux salariés inscrits dans le champ d'application de l'accord : rien n'empêche donc de licencier les salariés non concernés par l'accord pendant sa durée de vie. Mieux, l'accord pourra être mis en cause avant l'arrivée à échéance des deux ans si «la situation économique a évolué de manière significative»...

“ Un accord historique qui scellerait des reculs historiques. Et donc qui justifie une mobilisation à la hauteur.

ANI et loi sur la sécurité À JETER EN

Dossier coordonné par Denis Auribault et Robert Pelletier

A la demande du gouvernement et pour répondre aux exigences du patronat, le Parlement va devoir entériner les principales dispositions de l'Accord national interprofessionnel sous le label probablement ironique de «projet de loi relatif à la sécurisation de l'emploi». L'abandon du sous-titre de l'ANI «au service de la compétitivité» ne saurait masquer la réalité : il s'agit bien de donner plus de moyens aux patrons pour plus de flexibilité, plus de facilité de licencier pour accroître productivité, rentabilité et profits.

Les pseudos contreparties sont pour certaines encadrées (droits rechargeables à l'assurance chômage), ou des cadeaux au patronat (généralisation de la couverture santé très limitée et négociable jusqu'en 2016) attaquant la Sécurité sociale. Les dispositions sur le logement étant repoussées dans un autre projet de loi. Dans tous les cas, on est très loin d'un prétendu accord équilibré au regard des profonds reculs prévus dans le projet de loi. C'est en effet la hiérarchie des normes sociales qui est mise en cause de façon radicale. Les lois et accords collectifs vont pouvoir être profondément contournés par des accords d'entreprise soumis au défavorable rapport de forces au niveau de l'entreprise et à la docilité de certaines organisations syndicales. Les possibilités de licenciements collectifs et/ou individuels sont encore et toujours plus favorables aux employeurs. Le chantage à l'emploi est légalisé. La patronne du Medef jubile, avec pratiquement les mêmes mots que Ayraut ou Hollande : «C'est totalement un accord historique, en tout cas il le sera quand il sera voté par le Parlement. Il est tout à fait essentiel que le Sénat et l'Assemblée nationale respectent, à la lettre, le texte» ajoutant à France Info le 11 janvier que le contenu de cet accord est «profondément innovant, parce qu'il couvre un champ très large de la vie du travail, de la vie sociale, parce qu'il va transformer la gestion des ressources humaines».

Un accord historique qui scellerait des reculs historiques. Et donc qui justifie une mobilisation à la hauteur. Gouvernement et patronat ont une obsession : nous faire payer la crise de leur système. C'est bien ce système capitaliste que nous combattons et combattons, jusqu'au bout. Dès maintenant.

Mobilité forcée et licenciement économiques express

Le patronat a déjà obtenu des assouplissements de la loi sur les licenciements économiques collectifs (en 2003 et 2005), l'autorisation de remplacer ces licenciements par des ruptures d'un commun accord dans le cadre de plans dits de départs volontaires (jurisprudence) ou par la rupture conventionnelle (plus d'un million conclus depuis l'ANI de 2008 qui l'a instituée). Avec la légalisation de l'ANI, les patrons obtiendraient de nouveaux droits pour licencier en toute légalité les salariés, sans avoir à supporter le coût, la procédure ou l'obligation de justification du licenciement économique et de licencier plus de 10 salariés pour ce même motif, rapidement et en toute sécurité juridique. L'ANI institue deux possibilités d'imposer la mobilité aux salariés. L'une, dite «volontaire» et «sécurisée», est applicable aux salariés ayant deux ans d'ancienneté au moins dans les entreprises de plus de 300 salariés, et oblige à un changement d'entreprise pendant une période fixée par avenant au contrat de travail. À son retour, aucune garantie pour le/la salarié(e) de retrouver son poste, mais un «emploi similaire». Et s'il/elle ne revient pas, le contrat de travail est rompu... sous la forme d'une démission. L'autre, érigée au rang de «mesure collective

2013



Précarisation de l'emploi: NE PAS REJETER

ANI HORRIBICIS



licenciements

d'organisation courante dans l'entreprise», consiste à imposer au salarié un changement de lieu ou de poste de travail par accord d'entreprise. En cas de refus, le ou la salarié est licencié pour motif personnel. Évidemment!

C'est le patron qui décide!

La législation sur le licenciement économique collectif est, quant à elle, totalement révisée. Toute la procédure pourra désormais être définie par accord d'entreprise, et validée par l'administration (sous 8 jours). En l'absence d'accord (défini comme une «possibilité»), c'est un document de l'employeur qui la définira et qui sera homologué par l'administration (sous 21 jours). Les délais sont raccourcis et quasi impossibles à repousser (de 2 à 4 mois – en fonction du nombre de licenciements – entre la première réunion du comité d'entreprise et la fin de la procédure, y compris l'expertise). Et si le comité d'entreprise refuse de rendre son avis, qu'importe, passé le délai maximum prévu, il sera réputé l'avoir rendu. Ce qui n'empêche pas le gouvernement d'intituler la partie de son avant-projet de loi «Renforcer l'encadrement des licenciements collectifs»!

Droits des représentantEs des salariéEs : on recule

Dans la tête du patronat et de ses relais syndicaux et gouvernementaux, le coût du travail ça n'est pas seulement le salaire ou la masse salariale. Ce sont aussi les droits à la représentation du personnel. Parce que ça prend du temps (organiser l'élection, accorder des heures de délégation, etc.) et que cela donne des outils pour la défense des intérêts des salariéEs, contre l'arbitraire patronal.

TEMPS PARTIEL

De la poudre aux yeux

L'autre mesure-phare de l'ANI, présentée comme une «avancée décisive» par la ministre des droits des femmes, Najat Vallaud-Belkacem, concerne le travail à temps partiel, qui concerne plus de 4 millions de salariéEs, ultra-majoritairement les femmes (plus de 80% des travailleurs à temps partiel sont des femmes et plus de 30% des femmes sont à temps partiel). La part du temps partiel dans l'emploi salarié est passée de 8,6% en 1982 à près de 19% en 2011. Pour plus de 60% des salariéEs il s'agit d'un choix contraint. Près de 30% des salariéEs à temps partiel ont des horaires qui varient d'une semaine sur l'autre et travaillent le samedi, 37% ont leur temps de travail réparti sur 5 jours ou plus. Ajoutons à cela qu'ils perçoivent en moyenne un salaire horaire de 11,2 euros (contre 14,8 euros pour les salariés à temps complet) et ont un bien moindre accès aux droits sociaux en raison de la nature de leurs carrières et des seuils fixés par la loi (assurance chômage ou maladie, retraite).

Durée minimum, exploitation maximum...

Le projet de loi est loin de toute interdiction des temps partiels, d'égalité des droits sociaux, ou de surcoût pour les employeurs. Il prévoit d'imposer une durée minimale de travail de 24 heures par semaine et une majoration de 10% des heures

complémentaires accomplies dans la limite du 10^e de la durée prévue au contrat (gain de moins de 10 euros par mois pour un salarié à 24 heures au SMIC). Une durée minimale qui est déjà celle de 60% des salariéEs à temps partiel et qui pourra évidemment être annualisée et modulée, mais aussi abaissée dans toute une série de circonstances (notamment pour les contrats déjà conclus) et à la «demande écrite et motivée du salarié»! Un taux de majoration des heures comprises entre le 10^e et le tiers de la durée fixée au contrat qui pourra être ramené par accord de branche de 25% (la loi actuelle) à 10% (perte de 25 euros par mois pour un salarié à 24 heures au SMIC)...

Mieux, l'avant-projet de loi entend légaliser une pratique actuellement interdite, celle des «avenants temporaires», qui permet aux employeurs d'augmenter provisoirement la durée du travail prévue au contrat, la porter à la durée légale (ce qui actuellement entraîne la requalification à temps plein) ou pour dépasser les limites entraînant la majoration des heures complémentaires. La droite a essayé par deux fois et en vain de légaliser cette pratique, en 2009 puis en 2011. Les socialistes (mais aussi les communistes et certaines élues de droite) s'y étaient opposés, n'hésitant pas alors à proclamer : «cette mesure de régression sociale est très grave»...

PRÉCARITÉ

Mirage et tromperie

En 1982, le contrat à durée indéterminée était la norme en matière de contrat de travail : il concernait plus de 90% des salariés, contre environ 87% aujourd'hui. Les embauches en CDI sont de plus en plus minoritaires. Fin 2012, seule une embauche sur sept s'est faite en CDI, tandis que huit embauches sur dix se sont faites en CDD, en majorité pour une durée de moins d'un mois. L'ANI prétend «refaire du CDI la norme» en instituant une majoration (de +0,5 à +3,5 points) de la part employeur de la cotisation d'assurance chômage (4%) sur certains CDD de moins de trois mois. La hausse de la cotisation annoncée et seulement annoncée, puisque seul le principe est à ce stade retenu (la mesure sera discutée dans le cadre de la renégociation de la convention Unedic) est assez faible et laisse de côté une part importante des CDD. En effet, sont exclus du dispositif ceux qui permettent de remplacer unE salariéE absentE ou les emplois à caractère saisonnier. Il en est de même pour les contrats de travail temporaires, puisque les branches professionnelles concernées

sont même invitées à «approfondir la sécurisation des parcours professionnels [...] par la mise en place d'un contrat à durée indéterminée». Un CDI intérimaire, rien que ça!

Précarité institutionnalisée

Cette mesure n'endigera pas la montée de la précarité, mais en transformera simplement les modalités. Par la substitution des cas de recours : davantage de contrats pour remplacement d'unE salariéE absentE et moins pour accroissement temporaire d'activité. Par le jeu sur les durées : moins de CDD d'un mois et plus de CDD d'un peu plus de trois mois (juste de quoi passer le seuil de la sur-cotisation) voire par le remplacement des salariéEs en CDD par des intérimaires. Quant à son coût éventuel, évalué à 110 millions, il pourra opportunément être amorti par l'exonération des cotisations d'assurance chômage prévues pendant les 3 à 4 mois concernant l'embauche de jeunes de moins de 26 ans (dans le cas où le contrat dépasse la période d'essai). Une économie évaluée à 150 millions d'euros...

PROCÈS DES POSTIERS DU 92

ToutEs mobiliséEs pour la relaxe !

Le 28 février prochain, les 15 postiers du 92 – 13 SUD et 2 CGT – risquent 5 ans de prison et 75000 euros d'amende. 13 cadres du service RH de La Poste des Hauts-de-Seine les accusent d'une supposée séquestration dans le cadre d'une grève illimitée sur plusieurs bureaux de poste de ce même département. Lors du premier jugement au tribunal de Nanterre, 13 des 15 syndicalistes avaient été reconnus coupables de séquestration et condamnés à 1500 euros d'amende avec sursis. Si les postiers étaient reconnus coupables en appel, cela faciliterait la tâche pour La Poste pour virer des « empêcheurs de restructurer en rond ». En résistance, le collectif unitaire contre la répression du 92, réunissant syndicats et partis politiques, a lancé un appel pour « l'amnistie pour les militants du mouvement social ! »

Une loi d'amnistie ?

Le 27 février va débiter l'examen du projet de loi déposé par les sénateurs du Front de Gauche proposant l'amnistie pour les acteurs du mouvement social, syndicalistes ou militantEs engagéEs, condamnéEs ou sanctionnéEs « à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives ». Cette proposition de loi, si elle était votée, marquerait une rupture avec la répression de ces dernières années contre les animateurs et animatrices de luttes comme à Continental, les faucheurs volontaires d'OGM, etc. En conjuguant les forces, il est possible de poser au niveau national une question de fond qui concerne tout le monde. Que peut bien signifier le droit de s'exprimer, de protester et de s'organiser, quand les discriminations antisyndicales se multiplient, quand les sanctions disciplinaires et pénales s'accumulent ? Avec le collectif unitaire, condamnons avec la plus grande fermeté l'acharnement répressif visant les postiers du 92 ainsi que de nombreux autres militants syndicaux dans le pays, afin de permettre l'amnistie des militants condamnés.

CorrespondantEs

RASSEMBLEMENT

jeudi 28 février à 13h

devant la cour d'appel de Versailles,
5 rue Carnot 78000 Versailles

AUSTÉRITÉ

Haro sur les allocations familiales !

Le gouvernement a décidé que rien, absolument rien, ne devait échapper à l'austérité. Des « experts » mettent sur la sellette le financement de la protection sociale, les régimes de retraites, les hôpitaux, la branche maladie de la Sécu... Et maintenant au tour des « allocs » !

Le gouvernement a lancé des ballons d'essai dans les médias et prétend attendre les conclusions d'un rapport demandé à Bertrand Fragonard, conclusions dont on peut aisément deviner le contenu au vu de son récent livre (« Vive la protection sociale », éditions Odile Jacob, septembre 2012)...

Les mesures « au rendement significatif »...

– « **Fiscaliser les allocations** » : il s'agirait donc de les inclure dans la déclaration de revenus soumis à l'impôt. Les prestations versées par les CAF (allocation aux familles ayant au moins deux enfants, prestation d'accueil du jeune enfant, allocation logements, allocation pour les handicapés, etc.) sont déjà très insuffisantes. Les 127 euros mensuels d'allocation ne permettent pas de faire face aux charges de deux enfants. Et les foyers qui n'étaient pas imposables le deviendraient et devraient se serrer davantage la ceinture.

– « **Soumettre toutes les prestations à des conditions de ressources** » : il faudrait donc réserver les allocations familiales « à ceux qui en ont réellement besoin ». En réalité, c'est une mesure d'économie qui pourrait s'étendre à toute la Sécu. Les personnes un peu plus aisées seraient exclues des prestations sociales et incitées à souscrire à des assurances privées. Les allocations, pensions et remboursements seraient réservés aux plus pauvres. Privatisation et assistance : le rêve du Medef !

– « **Fusionner des prestations** » : la fusion du Complément familial (versé sous conditions de ressources aux familles ayant au moins trois enfants) et la Prestation d'accueil des jeunes enfants rapporterait un milliard d'euros. Cela inaugurerait un « vaste ménage » dans les prestations.

... qui sont une baisse de salaire !

Dans chaque région, l'ensemble des organismes de l'ESR seront fusionnés dans des pôles uniques (sauf en Île-de-France où il y en aura plusieurs) qui engloberont les acteurs économiques locaux. La disparité de moyens entre régions riches et pauvres va s'accroître suite à un transfert de compétences aux collectivités territoriales (en lien avec l'acte III de la décentralisation). Ces pôles permettront d'accélérer le transfert de



PHOTO THÉQUE ROUGE / TAOUS

dessous de 1,6 fois le SMIC (2288 euros bruts) en sont totalement exonérés. Et ils osent nous parler de « trou de la Sécu » ! Les patrons doivent payer les cotisations, la part socialisée des

salaires, à la hauteur des besoins, afin que les allocations soient revalorisées et versées dès le premier enfant, sans condition de ressources.

S. Bernard

À Bruxelles le 14 mars, pour le droit à la santé !

À l'occasion du sommet européen des chefs d'État, le « Réseau européen contre la privatisation et la commercialisation de la santé et de la protection sociale » manifesterà à Bruxelles le 14 mars et sera présent le même jour au rassemblement des syndicats et mouvement sociaux européens contre l'austérité. Partis, syndicats et associations du réseau européen rappelleront leurs revendications :

la santé est un droit pour tous, avec un financement public ou basé sur les cotisations sociales, à l'abri de profit...

Des actions sont aussi prévues la même semaine dans différents pays, dont la France (Paris, Bordeaux, Toulouse...).

Pour participer aux transports collectifs depuis Lille et Paris, écrire à :

npa-sante-secu-social@orange.fr

UNIVERSITÉ Se mobiliser pour le retrait du projet Fioraso

Sarkozy avait fait de la LRU (Loi liberté et responsabilité des universités) « une des plus grandes réussites de son mandat »... aux conséquences désastreuses. L'autonomie financière des établissements a mis un tiers d'entre eux en déficit. Une dégradation sans précédent des conditions d'études pour les étudiants et de travail pour les personnels. La réforme Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche (ESR), renforce la logique de la LRU en lui donnant une cohérence territoriale : appliquer l'austérité et assujettir le secteur aux besoins du patronat.

Cette réforme va mettre le secteur au service de « la croissance et de la compétitivité » et répondre « aux besoins des secteurs économiques et de leurs évolutions prévisibles ». Les capitalistes ont besoin de solutions pour maintenir leurs profits. La ministre leur propose l'accélération de « l'innovation » en déplaçant cette tâche du secteur privé vers le public... et ceci à budget constant voire en diminution ! C'est un nouveau coup dur porté à la recherche fondamentale. Cette évolution est en cohérence avec la destruction des secteurs « recherche et développement » d'entreprises comme Sanofi qui licencient des centaines de salariéEs tout

en augmentant leurs profits (en partie grâce au Crédit impôt recherche, vrai cadeau au patronat, 150 millions pour Sanofi en 2012).

Le public... au service du privé !

Dans chaque région, l'ensemble des organismes de l'ESR seront fusionnés dans des pôles uniques (sauf en Île-de-France où il y en aura plusieurs) qui engloberont les acteurs économiques locaux. La disparité de moyens entre régions riches et pauvres va s'accroître suite à un transfert de compétences aux collectivités territoriales (en lien avec l'acte III de la décentralisation). Ces pôles permettront d'accélérer le transfert de

compétences du public vers le privé et de spécialiser chaque organisme pour les entreprises locales. La boucle est bouclée !

Enfin, une des mesures de la réforme consiste à casser la reconnaissance des diplômes. Chaque université aura le droit de délivrer ses diplômes, alors qu'auparavant il fallait qu'ils soient tous vérifiés par le ministère. C'est-à-dire que chaque université pourra spécialiser ses diplômes comme bon lui semble car le contrôle ne se fera qu'a posteriori. Ainsi, les diplômés ne seront plus reconnus nationalement. Les jeunes ne pourront plus se défendre sur le marché du travail en négociant collectivement leurs salaires et leurs

droits en fonction de leur qualification.

Ce projet est inacceptable, il faut le retirer et abroger les précédentes réformes. En 2007 et 2009, les étudiantEs, puis les personnels, s'étaient mobiliséEs contre la LRU. Celle-ci avait fini par s'appliquer. Aujourd'hui, face à la loi Fioraso, l'explosion de la précarité et des déficits budgétaires, un début de mobilisation voit le jour. Les AG commencent à se constituer. Les tâches de l'heure : construire et amplifier la mobilisation côté étudiant comme côté personnels ; travailler aux convergences « de la maternelle à l'université » et entre le public et le privé.

Jean-Baptiste Pelé et Sylvain Pyro

PSA AULNAY **Vers un début d'extension ?**

Pour les grévistes de PSA Aulnay, la 5^e semaine de grève a été bien remplie : les actions quotidiennes pour faire appel à la solidarité financière (aux péages autoroutiers ou en lien avec des équipes syndicales, comme avec les postiers du 92), les réunions de négociations, avec ou sans médiateur, où la direction réitère son refus de lâcher quoi que ce soit sur les sanctions comme sur la remise à plat du PSE.

Le noyau de grévistes reste déterminé et continue de discuter jour après jour avec les salariés qui ne se voient pas rejoindre la grève pour le moment. La production reste de fait bloquée, et si par hasard quelques cadres bricolent un peu, ils sortent au mieux une quinzaine de voitures que PSA a peu de chance de commercialiser un jour. Mais le fait marquant, la bouffée d'oxygène a été un début de mobilisation sur d'autres sites de PSA. D'abord la grève déclenchée chez un des sous-traitants de PSA, Lear, qui a lancé un plan de départs volontaires (sous la pression de PSA), commence à faire sentir ses effets. À Poissy, les voitures produites la semaine dernière n'avaient juste pas de siège ! Alors, les grévistes d'Aulnay sont allés rencontrer ceux de Lear jeudi pour renforcer leur détermination mutuelle. Les exemples de la grève à Aulnay et Lear commencent à trotter sérieusement dans la tête des travailleurs de Poissy... Résultat, à l'emboutissage, des salariés se sont mis en grève contre la volonté de la direction de les déplacer sur un autre



Le 5 février, meeting de soutien à la grève devant l'usine de PSA Aulnay. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

secteur, et jeudi 21 février, il y a eu des débrayages au montage contre l'annonce du résultat des négociations annuelles obligatoires (NAO), la direction annonçant zéro euro d'augmentation... Du coup, les grévistes d'Aulnay ont eu jeudi un accueil beaucoup plus

chaleureux qu'ils n'avaient jamais eu au changement d'équipe à Poissy.

Nouveau souffle

Au lendemain de la visite des 250 ouvriers d'Aulnay, Lear proposait aux grévistes le paiement des heures de grève, la levée des sanctions et l'ou-

verture des négociations sur 75000 euros de prime plancher pour les départs. Les Lear ont repris le travail, mais sur un sentiment de succès, auquel la jonction avec PSA n'est pas étrangère. Dans la foulée, la direction de PSA a avancé de 24 heures la négociation tripartite, mardi 26 février. Les grévistes ont prévu un large rassemblement à Bobigny, auquel bon nombre de non-grévistes devraient se joindre. La perspective d'un début de répartition des sommes collectées en solidarité aux grévistes devrait donner un regain d'énergie. En refusant toute augmentation pour l'ensemble des salariés du groupe, la direction de PSA tente de pousser le plus loin possible sa stratégie pour tenter d'assommer les travailleurs, comme l'annonce des « déficits historiques » la semaine dernière. Mais c'est peut-être un coup de trop : à Sochaux il y a eu des débrayages en équipe de nuit jeudi et vendredi et à Mulhouse, le secteur de la forge a également débrayé sur la question des salaires. Ce que peut craindre la direction, c'est que d'autres feux s'allument et se propagent.

CorrespondantEs

GOODYEAR **Langage de classe**

Même si Laurence Parisot a cru bon de se démarquer (légèrement) des propos du PDG du groupe Titan, la presse et les politiciens de droite se reconnaissent volontiers dans ces insultes.

En traitant pêle-mêle les ouvriers, les syndicalistes, les hommes politiques français de fainéants, d'irresponsables, d'extrémistes voir de stupides, Maurice Taylor étale la haine et le mépris que les patrons tiennent pour celles et ceux qui triment pour qu'ils puissent se gaver de profits. Ce sinistre personnage a pu dépenser 6 millions de dollars dans sa candidature à l'investiture pour la campagne présidentielle de 1996 pour 1% de votes aux primaires. Le fruit de son travail ? Pour lui répondre, pas besoin de réponse franchouillarde à la Mélenchon : « Pourquoi ce type qui est quand même un primate ignorant se croit autorisé à parler comme cela à la France ? Maintenant tout le monde sait qu'on peut se foutre des Français et se moquer de leurs dirigeants parce qu'ils baissent les yeux ». Car c'est bien de haine de classe dont il est question. 1 173 suppressions d'emplois directs, voilà le résultat de la politique des Taylor !



Le 12 février, rassemblement des boîtes en lutte contre les licenciements devant le siège de Goodyear à Rueil-Malmaison. PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

Travaux pratiques...

En capturant autant de pneus et en ouvrant le débat sur la possibilité de monter un projet de Scop, la CGT de Goodyear pourrait bien poser en termes pratiques la mise en cause du pouvoir patronal. Une nouvelle phase dans la mobilisation près de 6 années de combat juridique et de mobilisations. Le combat de plusieurs années des Fralib fait mesurer les difficultés de ce genre de projet. Mais c'est une façon concrète de revendiquer l'expropriation de patrons licenciers, de tous les Taylor.

Notre haine n'est pas moindre que la leur. Reste à construire le rapport de forces nécessaire et pour cela, l'unité de toutes celles et ceux qui se battent.

Robert Pelletier

RENAULT **La régression sociale**

Malgré des grèves à répétition depuis décembre, le rapport de forces est resté insuffisant pour bloquer la signature de l'accord de compétitivité.

Mardi 19 février, Renault a clos la négociation de l'Accord de compétitivité applicable à tous ses établissements situés en France, ainsi qu'à ses sept filiales industrielles, telles que les usines Sovab de Batilly, MCA de Maubeuge ou STA de Ruitz. En raison des multiples régressions dont il est porteur, la direction s'est réjouie de la signature prochaine d'un accord qui devrait lui permettre d'abaisser de 300 euros le coût moyen de production de chaque véhicule fabriqué en France. Ce qui a conduit le directeur des opérations France à déclarer : « Un accord de cette ampleur, à 360°, n'est pas fréquent. Il illustre ce à quoi la qualité du dialogue social permet d'aboutir ». C'était la condition mise par le constructeur pour prétendre s'engager à ne pas fermer des sites de production et ne pas faire de « plan social » jusqu'à 2016.

Syndicalisme du stylo

La CFE-CGC a annoncé vendredi dernier qu'elle signerait l'accord, qualifié « d'équilibré » en consi-

dérant qu'il « représente le levier de changement durable de la stratégie et de l'activité industrielle de Renault en France, par delà les incertitudes de l'évolution du marché en Europe ». La CFDT, qui a également jugé l'accord « globalement équilibré », devrait se prononcer la semaine du 5 mars. Ce qui n'empêche pas son nouveau patron, Laurent Berger, « de voir des avancées, notamment une charge de production de voitures plus importante sur les sites français qui garantit l'activité de production jusqu'en 2016 ». Pourtant, les engagements de Renault ne sont que du vent. Ils reposent sur une hypothèse improbable de croissance du marché automobile européen de 15% d'ici 2016, qui permettrait au constructeur de progresser de 30% en France.

Un accord lourd de conséquences

Les arrêts de travail ont convaincu la direction qu'elle ne pourrait pas passer en force sur les détachements intersites obligatoires et elle a donc dû reculer sur ce point. Mais elle est parvenue à

faire avaler par les futurs signataires la destruction des 7 500 emplois, l'allongement du temps de travail et le blocage des salaires en 2013. Pour les augmentations de salaires des années 2014 et 2015, elle n'a concédé que le remplacement des limites fixées à 0,5% et à 0,75% par l'acceptation que « des principes de modération salariale présideraient les négociations annuelles obligatoires ». C'est cet accord qui va servir de modèle à d'autres entreprises et de point d'appui à de nouvelles régressions. Déjà, la direction de PSA a prévenu que, dès qu'elle aura obtenu un « accord » sur la fermeture de l'usine d'Aulnay, elle engagera à son tour une négociation sur le même type d'accord. Se projetant déjà plus loin, les syndicats CFE-CGC et FO se sont adressés au gouvernement pour lui demander d'établir des « zones franches », à fiscalité et cotisations sociales réduites, autour des usines françaises de Renault et PSA et de leurs équipementiers. Selon le secrétaire fédéral de FO chargé de l'automobile, cela « [...] permettrait de préserver les emplois et les usines, voire de relocaliser une partie de la production ». Ce à quoi le PDG de Renault s'est déclaré « totalement favorable » !

Régis Louail

L'OBLIQUE AZ À VILLEURBANNE (69) **En grève contre les licenciements !**

Les travailleurs et travailleuses de l'Oblique AZ, entreprise fabriquant entre autres des dossiers suspendus, sont en grève depuis le 20 février pour protester contre le plan social annoncé dans leur usine. Ils/elles dénoncent 14 suppressions de poste. La direction souhaite mettre à la porte des salariéEs pour motif économique, alors que 13,8 millions d'euros de l'entreprise auraient été mis à disposition du groupe Hamelin. Une entreprise en Espagne a récupéré une partie de la charge de travail

d'Oblique et le patron a le culot de s'étonner que son chiffre d'affaire baisse ? Quel prétexte alléchant pour se débarrasser de ses employés ! Les ouvriers, de très nombreuses ouvrières, parlent d'elles en années de travail, 37 ans, 26 ans... Après ça, on les jette comme des kleenex, en leur mettant sous le nez une carotte de 10000 euros. Au revoir et bon vent ? Monsieur Hamelin semble être un sacré joueur de pipeau, mais les travailleurs d'Oblique AZ ne se laissent pas bernier, et ont entamé une grève reconductible

sui vie très majoritairement à plus de 80%. La motivation est là, la mobilisation aussi ! Les travailleurs et travailleuses organisent un piquet de grève et ont prévu d'aller à la rencontre des éluEs et des habitantEs de Villeurbanne pour populariser leur lutte. Les patrons licenciers ? Licencions les patrons ! Le NPA défend l'interdiction de tous les licenciements et est aux côtés des travailleurs qui, à Villeurbanne ou ailleurs, se mobilisent contre la casse de leur outil de travail.

Helen Arc



Les comités en action !



campagne emploi

Paris: discussion internationaliste sur le Mali

Dans le combat pour la régularisation des sans-papiers, les militantEs du NPA mènent la lutte aux côtés de camarades de nombreux pays dont des Maliens. Pas étonnant que la situation au Mali ait soulevé de nombreux débats, nos camarades maliens, préoccupés par le sort de leurs familles, soutenant l'intervention militaire française tandis que le NPA s'oppose à cette intervention. Suite à plusieurs rencontres une première discussion a été organisée ce dimanche 24 février au local du NPA entre une dizaine de sans-papiers et 25 militantEs du NPA. Une chose est apparue clairement, c'est que le débat, éclatant les caricatures possibles, se menait entre internationalistes convaincus des méfaits de la domination impérialiste et de l'hypocrisie des intentions affichées par le gouvernement français. La question essentielle est comment le colonialisme et le post-colonialisme ont empêché la construction d'une société civile malienne et la capacité du peuple malien à prendre en charge ses propres affaires. De ce point de vue la parole de nos camarades maliens est irremplaçable pour éviter de tomber dans des positions de principe totalement abstraites. Le débat reste ouvert pour savoir jusqu'à quel point l'intervention risque de rendre encore plus difficile l'organisation de la société malienne à la fois contre les groupes qui la menacent et contre l'impérialisme. L'internationalisme consiste d'abord à lutter aux côtés de nos camarades maliens ici contre le gouvernement français. Et c'est dans ce combat commun que sont créées les conditions pour faire émerger une solidarité concrète. Ici et là-bas.

Nancy (54): arrêt du nucléaire civil et militaire!

Le 23 février à 15h30... Une place de Nancy blanchie par quelques flocons, des petites éoliennes, des masques à gaz, un stand, un «chamboultout», une grande banderole jaune, des militants antinucléaires encartés ou non dans diverses associations ou partis politiques...Et tout à coup deux femmes sandwich qui emmènent la chaîne des militantEs, en noir et jaune, à travers la rue commerçante. Une chaîne multiple et unie à la fois, qui remonte jusqu'à la boutique EDF! On prend la parole, on diffuse le tract d'appel à la manifestation parisienne, en scandant: «À Fessenheim comme à Fukushima, le nucléaire on n'en veut pas!».



DR

Martel (46): nouvelle réunion contre le gaz de schiste

Le 23 février, cinquante personnes se sont à nouveau réunies pour discuter des actions contre le permis dit de Brive qui concerne le nord du Lot, une partie de la Corrèze et de la Dordogne. La réunion avait été préparée par des affichettes chez les commerçants et par la presse. Beaucoup de participants ont pris la parole pour dénoncer le projet. L'une d'entre elles a signalé que des Américains cherchaient à louer des gîtes ruraux pour plusieurs mois... Sans doute pour un «tourisme» très particulier! D'autres ont parlé du respect de la nature, des paysages et aussi d'énergies renouvelables. Un contradicteur a bien essayé de dire que le permis de Brive n'était pas pour le gaz de schiste, mais sans convaincre. La méfiance vis-à-vis du gouvernement s'est aussi exprimée.

Une pétition a été décidée et prise en charge collectivement, des banderoles vont être confectionnées pour mise en place sur les grands axes de circulation. Une coordination est envisagée avec les collectifs de Corrèze et de Dordogne, ainsi que des réunions dans les petits villages du canton.

Bagneux (92): réunion-débat avec Christine Poupin

Le 21 février, Christine Poupin porte-parole du NPA a animé une réunion-débat organisée par le comité local avec un coup de main des autres comités du 92 sud. Dans une ambiance chaleureuse, Christine a détaillé les propositions du NPA suite à son congrès. Le thème du débat «8 mois de gouvernement PS-Verts, quel bilan?» nous a permis de vérifier que les propositions du NPA pour combattre dans l'unité les politiques d'austérité au service des plus riches sont pertinentes et d'actualité. Les questions de la salle ont porté essentiellement sur comment et avec qui on construit cette unité nécessaire pour résister au rouleau compresseur PS-Medef. Après ce débat riche et respectueux, entre autres, avec un camarade du PG, et une militante des quartiers populaires, on a pu constater un large accord dans la salle sur nos propositions et sur l'envie d'agir ensemble. C'est sur la position du NPA condamnant l'intervention au Mali que les «désaccords» étaient les plus marqués et nous avons convenu de nous retrouver pour continuer à en débattre. La soirée s'est terminée autour d'un buffet sympa qui nous a permis de nous requinquer, avant d'aller affronter le froid de la rue et la grisaille de cet hiver «austéritaire» qui n'en finit pas!

Coordonner les luttes: une nécessité sans chercher de raccourcis

Coordination, centralisation des luttes, la concrétisation est compliquée. Ainsi, vendredi 22 février s'est tenue une nouvelle réunion du collectif «Licenci'elles» constitué autour des salariées licenciées des 3 Suisses en lien avec la CGT de Faurecia et celle de Goodyear engagée dans son combat contre le nouveau plan de liquidation de l'entreprise.

Ce collectif a comme objectif «une proposition de loi qui permettrait aux salariés et aux représentants de salariés d'avoir un outil supplémentaire en amont, dès la procédure d'information, lors de l'annonce d'un PSE pour stopper le licenciement avant qu'il n'ait lieu dans les entreprises ou groupes faisant des profits». Il a été rejoint, plus ou moins récemment, de façon plus ou moins suivie, par des salariéEs de Fralib, Sanofi, Ford, Arcelor Mittal, Crédit Immobilier de France, Crédit Agricole, Air France, la CGT du Livre de Presstalis, de la Caisse des Dépôts et Consignation, SUD Virgin, et SUD PSA Aulnay. Ces équipes militent dans des entreprises touchées par des suppressions d'emplois ou des projets de fermetures. Dans d'autres entreprises, comme à Renault et bientôt à PSA (et bien d'autres), ce sont les accords de compétitivité qui sont ou vont être à l'ordre du jour.

Le renforcement du collectif est rendu difficile pour deux raisons. Tout d'abord la

préférence des initiateurs/trices pour une bataille autour d'un projet de loi plutôt qu'un élargissement à une mobilisation autour de la revendication d'interdiction des licenciements, de tous les licenciements. Le deuxième problème est lié à la faiblesse des mobilisations, aux difficultés rencontrées entreprise par entreprise. Partout, les salariéEs, les équipes militantes tentent de développer, consolider la mobilisation, chacunE un peu dans «sa» boîte. L'élargissement, la coordination sont souvent perçus comme des plus, et non comme des éléments de construction sur le site, l'entreprise. Enfin, les soupçons d'instrumentalisation politique ne sont pas absents.

Nouvelles échéances

Dans ces conditions, il n'y a pas de raccourci. Il faut poursuivre le débat, poursuivre les confrontations pratiques, et les initiatives communes. En s'appuyant sur les luttes existantes, les équipes mobilisées mais aussi mandatées, et non sur la

juxtaposition de militantEs ne représentant qu'eux/elles-mêmes. Une unité qui doit se construire au-delà des T-shirts «no logo», au-delà des actions ponctuelles.

Malgré toutes les difficultés, et grâce aux initiatives réussies comme le meeting du 26 janvier et le rassemblement au ministère du Travail du 29 janvier, de nouvelles actions communes sont prévues. Une nouvelle manifestation des Goodyear a lieu le 7 mars devant le siège social à Rueil, et une initiative à Amiens le 26 mars avec invitation aux entreprises en lutte. Les postiers ont appelé à venir les soutenir le 28 février pour le jugement à Versailles contre les syndicalistes de Sud. Les Sanofi ont annoncé préparer la venue de François Hollande à Lyon le 25 mars... Enfin, le collectif «Licenci'elles» s'est prononcé pour la tenue d'une nouvelle initiative nationale le jeudi 4 avril, avec des actions devant les sièges sociaux le matin et une nouvelle manifestation commune au ministère du Travail.

Robert Pelletier

INITIATIVE Se rencontrer pour riposter

Suite aux décisions de notre congrès, le NPA a envoyé une lettre aux organisations politiques de gauche qui ne participent pas au gouvernement (AL, Alternatifs, FASE, GA, GU, LO, MOC, PCF, PG) afin d'organiser avec chacune d'elles des rencontres bilatérales.

Il s'agit avec Alternative libertaire de répondre à la déclaration que ces camarades avaient adressée à notre congrès. Pour le PCF, le courrier du NPA est une réponse à la lettre que Pierre Laurent avait remise à Olivier Besancenot à l'occasion de son congrès. La lettre du PCF argumentait contre l'ANI, en faveur d'une campagne pour s'opposer à sa ratification par le Parlement, en nous invitant à en discuter. Une invitation à laquelle nous répondons donc bien volontiers.

S'opposer ensemble

De façon plus générale, nous souhaitons discuter de moyens de mettre un coup d'arrêt à la politique du patronat et de ce gouvernement qui lui est entièrement soumis. Aggravation du chômage, fermetures d'usines et plans sociaux, nouvelles attaques contre les salariés avec l'ANI, nouvelles mesures d'austérité en préparation,

le gouvernement Hollande-Ayrault mène contre le monde du travail une offensive en continuité avec la politique de la droite et de Sarkozy.

L'urgence est de nous donner les moyens de préparer la riposte pour mettre un terme à cette régression sociale, de construire une opposition de gauche à ce gouvernement qui, à travers les mobilisations et les luttes, imposent une autre politique pour en finir avec l'austérité. Il faut s'attaquer aux intérêts des patrons et des banques, des gros actionnaires et des riches, garantir à toutes et tous un emploi et un salaire décent, mettre les financiers hors d'état de nuire en annulant la dette et en créant un monopole public bancaire.

Une discussion que nous souhaitons engager plus largement avec les militantEs du mouvement ouvrier, avec les travailleurs et les jeunes.

Yvan Lemaitre

LE N°41 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à : Tout est à nous!, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11.

HISTOIRE

Le terroriste noir

Tierno Monénembo, Seuil, Paris, 2012, 225 pages, 17 euros

Les Allemands l'appelaient le «terroriste nègre». Il a été fusillé en 1943 à Épinal. Le colonel Maurice Rives en a conservé la mémoire, Étienne Guillermond a croisé sa route et retrouvé son Coran, et Tierno Monénembo en a fait un roman. Un roman ciselé comme du papier fin : «C'était tout simple, il suffisait d'écrire son message sur du papier en cigarette et de le glisser soigneusement entre les peaux d'un oignon» pour faire passer des messages entre ceux qui luttèrent contre l'envahisseur allemand, comme Addi Bâ. L'histoire de ce Guinéen devenu chef du maquis de la délivrance, qui prend ses marques au pied du chêne du partisan, un arbre déjà en lutte en 1870, nous est racontée dans un tableau vosgien enneigé. On frise des accents hugoliens avec ces incipits fulgurants : «L'hiver c'était une fois l'an; la guerre deux fois le siècle. Le véritable ennemi des Vosges c'était le croup.» L'ironie est mordante comme le froid des Vosges. Hugo encore, comme si on lisait Claude Gueux : «Il ne vivait plus dans une cabane mais dans une prison, une prison dont il détenait la clé, un îlot de bois pourri, séparé du monde par un vaste océan de neige.» Et si Hugo est si présent, c'est qu'il répare les injustices à coups de batailles, qu'il sabre le temps avec des couteaux qui guérissent les blessures les plus infectées. Nos indigènes, dont les enfants sont si mal traités dans la France d'aujourd'hui, apprennent que leurs pères ne furent pas simplement de la chair à canon, mais de véritables chefs de guerre. À l'heure où la France vient

reconquérir le Mali dont les réserves en mine-rai sont fabuleuses, il est de bon ton dans les états-majors de moquer les soldats maliens. Le vieux colonialisme se fait une joie de disqualifier l'insurrection permanente des Touaregs, rebelles aux lois du monde moderne. Quant à la visite du président français en AOF, il est salué par des tam-tams dans une liesse gaullienne. On nage dans un temps qu'on croyait disparu. Le terroriste noir fait écho à ceux que le président français appelle les «terroristes» quand il veut détruire des groupes islamistes. Est terroriste celui qui s'oppose à l'ordre de l'empire.

Le récit d'une résistance

Un résistant notoire qui séduit toutes les femmes dans un village de l'est, un homme venu d'Afrique, aussi noir que la neige est blanche, aussi résistant que les Français furent lâches devant la puissance allemande. Les contrastes vengent des humiliations. Tierno Monénembo a retrouvé Addi Bâ, ce héros qui fidèle aux fantasmes blancs ne peut être qu'un tombeur de filles de ferme. Grâce à ceux qui l'ont rencontré en 1940, c'est toute une vie de village qui s'accroche aux branches du récit, dans un entrelacs de versions. Jusqu'à cette fille un peu folle qui veut que son père soit cet homme venu de Guinée. Cet homme qui va en imposer à tous, par son rire tonitruant, par son mépris pour les blagues racistes et par ses actes de loin supérieurs à la passivité des villageois. Avec un récit où les mots du patois vosgien enracinent la langue pour conter cette incroyable



Exposition

JOEL MEYEROWITZ

Jusqu'au 7 avril 2013
Maison européenne de la photographie,
5 rue de Fourcy, Paris 4^e



Né en 1938 dans le Bronx, Joel Meyerowitz, new-yorkais, a embrassé son époque avec curiosité et empathie. Par son travail en couleur, il a révolutionné l'histoire de la photographie. À l'instar de William Eggleston ou de Stephen Shore, et a influencé de jeunes générations de photographes, particulièrement l'école allemande de Düsseldorf. C'est en 1962, à la suite de sa rencontre avec Robert Frank, qu'il commence à parcourir les rues de New York avec un appareil 35 mm. Durant cette période, il se lie d'amitié avec Garry Winogrand, Tony Ray-Jones, Lee Friedlander, Diane Arbus. Au milieu des années 1960, un long voyage en Europe marque un tournant dans sa carrière et lui permet d'affirmer son style. Puis à partir de 1970, il se consacre exclusivement à la couleur. Son premier livre, *Cape Light*, dans lequel il explore les variations chromatiques au contact de la lumière, est considéré comme un ouvrage classique de la photographie. Utilisant alternativement un appareil 35 mm et une chambre Deardorff 20x25, Joel Meyerowitz développe à travers ces deux formats, qui définissent deux langages différents, une écriture originale. Il capture «l'instant décisif» avec son appareil 35 mm, et révèle la beauté du réel en utilisant un temps beaucoup plus long avec la chambre grand format. La rétrospective à la Maison européenne de la photographie présente ses premiers travaux en noir et blanc et son travail en couleur, dont les images réalisées pendant neuf mois dans les ruines du World Trade Center à New York, après le 11 septembre 2001.

Milo

MUSIQUE

GUNZ N' ROCÉ, Rocé
(Hors cadres / differ-ant) 11 euros
Rocé fêtait il y a peu, dans une salle parisienne, le dixième anniversaire de son premier album *Top départ*, un classique du hip-hop hexagonal en grande partie ensorcelé par les prods du regretté Dj Mehdi. À l'époque déjà, la finesse du propos, sa profondeur politique, son refus malgré tout de servir de «bon bougre» pour la «gauche bien pensante», le distinguait d'une scène rap qui oscillait déjà entre apologie de la caillera ou repentance intello. Depuis, il creuse le même sillon d'album en album, triturant la langue française de son érudition subversive, sans pour autant épargner un rap dont les dérives ne cessent de nourrir son amertume : «Cela ne sert à rien de lever le poing s'il est tenu par une ficelle». Dans son nouvel opus, il a durci le ton sur le front musical, mais toujours sur les thèmes des injustices et des inégalités.

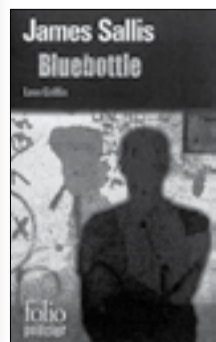
King Martov



POLAR

BLUEBOTTLE de James Sallis, traduit par Isabelle Maillet, Folio policier, Gallimard, 2012, 224 pages, 6 euros
Ce roman de James Sallis utilise bien les ingrédients habituels du polar – de grandes lampées d'alcool, des amours contrariés, une bonne dose de désespoir – mais ce qui crée le charme de cet auteur, c'est sa façon de traiter l'intrigue comme quelque chose de secondaire, de presque banal. Il y est bien question de camps de mobil homes, d'un prolétariat blanc déclassé, exaspéré par la misère et gagné petit à petit à l'idée de la suprématie aryenne. Ce sont là «les poudrières que l'Amérique s'est elle-même fabriquées», mentionnées en quatrième de couverture. Mais le plus surprenant, ce sont les références que nous croisons au détour des pages : le point de vue de Sartre sur le fait de fumer dans le noir, Raymond Queneau, Albert Camus ou encore Edward Abbey, l'un des grands noms de la littérature underground étasunienne... Cela crée une ambiance particulière et extrêmement fascinante. Incontournable!

Henri Clément



MUSIQUE

ORKNEY: SYMPHONY OF THE MAGNETIC NORTH, The Magnetic North (PIAS), 17 euros
L'œuvre est directement inspirée par l'histoire de Betty Corrigan, une jeune femme qui, au XVIII^e siècle, s'est suicidée après avoir été bannie du village pour être tombée enceinte d'un mystérieux marin. Gawain Erland Cooper, songwriter originaire des Orcades (Orkney Islands), îles du nord de l'Écosse, en compagnie du guitariste Simon Tong (ex The Verve, Blur, Gorillaz) et de la compositrice et chanteuse irlandaise Hanna Peel nous livre 12 compositions exaltantes, 12 pépites, 12 poèmes tout simplement magnifiques. L'album est un hommage somptueux à ces îles du bout du monde, à leurs légendes et à leur folklore. Une pop-folk symphonique, mélancolique et envoûtante, où les envolées lyriques de la chanteuse Hanna Peel et d'Erland Cooper nous plongent avec émotion dans les paysages brumeux et suraturels des Orcades. Les cordes et les cuivres de cet album résonneront encore longtemps dans les Landes hantées par l'oppression qui conduisait nombre de jeunes femmes au suicide (l'avortement n'est toujours pas légalisé en Irlande...).

Sylvain Chardon




COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

librairie
la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43



S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

	Hebdo	Hebdo + Mensuel	Désignation du compte à débiter	
Tarif standard	<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	CODE ÉTABLISSEMENT	CODE GUICHET
Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre	N° DE COMPTE	
J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :			CLÉ RIB	Date :
ORGANISME CRÉANCIER : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex Numéro spécial d'émetteur : 554755				
Titulaire du compte				
Nom :				
Prénom :				
Adresse :				
Code postal :				
Ville :				
Mail :				
Établissement teneur du compte				
Banque :				
Adresse :				
Code postal :				
Ville :				

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



-FANOUR-

ANTINUCLÉAIRE

En chaîne

Après Tchernobyl en 1986 en Ukraine, le Japon a connu le 11 mars 2011 la triple explosion de Fukushima. L'avidité financière, l'incurie et le cynisme des gestionnaires et des gouvernements, le mépris pour les travailleurs et pour les populations exigent de nouvelles mobilisations pour en finir avec la dictature du nucléaire.

Le nucléaire est une technologie qui n'autorise aucune erreur qui ne soit fatale. C'est aussi la source d'un néocolonialisme qui conduit à la guerre au Mali pour préserver l'approvisionnement en uranium en perpétuant la Françafrique. Sans parler de l'enfouissement des déchets...

Pour exiger l'arrêt du nucléaire, civil et militaire, une transition énergétique immédiate et le choix par les peuples eux-mêmes de leur avenir, la catastrophe de Fukushima sera commémorée par une grande manifestation populaire sous forme de chaîne humaine organisée par les associations et partis politiques membres du Réseau Sortir du nucléaire. Ce 9 mars à Paris, une chaîne humaine va donc encercler les lieux de décision et de pouvoir: Assemblée nationale, ministère des Finances, EDF, Areva... De la Défense à Bercy, sur 35km, à partir de 14h va s'étendre une chaîne, suivie à partir de 17h d'un concert à la Bastille.

Le NPA veut faire le lien entre le mouvement antinucléaire et les salariéEs de la filière qui luttent contre les privatisations, les sous-traitances en cascade et le vieillissement des installations (20 réacteurs ont plus de 30 ans, 20 autres les auront dans les 5 années à venir sur les 58 en activité). Le NPA sera au point de rassemblement de l'Assemblée nationale, autour du thème de la transition énergétique.

CorrespondantEs commission nationale écologie

RENDEZ-VOUS SAMEDI 9 MARS

À partir de 13 h, place Edouard Herriot (Paris 7^e).
M° 12 : Assemblée Nationale
ou RER C : Invalides ou Musée d'Orsay.

Farines animales

Après la vache folle, le saumon fou!

L'Union européenne a décidé d'autoriser l'utilisation des farines animales, interdites depuis 1997, pour nourrir les poissons d'élevage. Les éleveurs industriels présentent des conditions scandaleuses: surpeuplement des bassins, gavage, utilisation de médicaments, en particulier d'antibiotiques. Les éleveurs industriels prétendaient lutter contre la disparition de certaines espèces de poissons, alors qu'ils ont largement contribué à piller les océans pour alimenter leurs élevages. Ils invoquent à nouveau la protection des ressources maritimes pour remplacer les farines de poisson par des «protéines animales transformées» (PAT), des déchets de porcs et de volailles impropres à la consommation humaine, broyés et transformés qui reviennent moins cher.

L'industrie agroalimentaire gagne sur tous les tableaux: poissons industriels produits à moindre coût et déchets immangeables rentabilisés! À l'occasion du Salon de l'agriculture, François Hollande assure que «la France n'introduira pas ces protéines animales pour ce qui la concerne», mais ne dit rien des poissons importés nourris avec ces mêmes farines!

Et ce n'est qu'un début. Malgré ses dénégations – «pas prévu d'ici 2014» –, la Commission européenne envisage bel et bien d'étendre à l'alimentation des porcs et volailles l'autorisation des farines animales. Elle finance depuis 2007 des recherches en ce sens. On imagine bien que les 1,7 million d'euros qui y avaient déjà été consacrés en août 2012, n'ont pas été dépensés pour la curiosité scientifique!

CorrespondantEs commission nationale écologie

Braderie ferroviaire



-FANOUR-

Déjà fort de ses 400 filiales, le groupe SNCF continue d'en lancer dans tous les sens, organisant même sa propre concurrence. La dernière idée en date est d'organiser le transport de voyageurs entre Paris et Lyon... par autocars via sa filiale IDBUS ou encore de lancer des TGV low-cost sur le modèle de l'aérien. Ces TGV au rabais pourront, dans le même espace qu'un TGV classique, recevoir 20% de passagers en plus sur des sièges de TER et ne passeront leur «contrôle technique» en moyenne que tous les 100 000 kilomètres contre 60 000 km pour un TGV classique...

Au même moment la SNCF vient d'annoncer ses résultats annuels: un résultat net de 383 millions d'euros, soit trois fois plus qu'en 2011! TGV low cost ou pas, les usagers payent des billets toujours aussi chers (+14% ces 5 dernières années), tandis que les cheminots ont connu pour 2012 une «augmentation» de 0,5% des salaires et la suppression de 1 044 emplois. Tout ça pour que la holding SNCF se place comme acteur majeur dans la perspective de la libéralisation complète des transports...

LES «PAPAS ISOLÉS» DE NANTES

Un cri de détresse? Mon œil!

Il y a une dizaine de jours: un homme retranché sur une grue à Nantes manifestait son droit de revoir son enfant, droit qu'on lui aurait injustement retiré à la suite d'une décision de justice, bientôt rejoint par un deuxième qui se hisse à son tour sur une grue. Les médias en ont fait leurs choux gras et les politiques n'ont pas été en reste, le Premier ministre sommant ses deux collègues de la justice et de la famille de recevoir les associations de droits des pères, dont la plus médiatique d'entre elles, «SOS papa».

Celle-ci s'est empressée de soutenir ces «malheureux papas» et de relayer leur discours: une justice acquise aux femmes en matière de garde d'enfant... Pourtant, Serge Charnay, le premier à être grimpé sur sa grue, a tenté à deux reprises d'enlever son enfant et s'est montré violent envers le père de son ex-compagne. Quant à son compère, il est accusé de violences conjugales... Au-delà de leur cas personnel, il y a derrière cet acte faussement spontané la marque d'un mouvement politique né outre-Atlantique appelé «masculinisme».

Comme son nom l'indique, celui-ci s'est développé en réaction au féminisme, très présent au Québec, un féminisme avant-gardiste et radical. Du côté des masculinistes, c'est essentiellement sous couvert d'associations apparemment apolitiques et entièrement tournées en direction du droit des

pères qu'ils prônent un retour aux valeurs patriarcales traditionnelles et une distribution des rôles hommes/femmes figée et déterminée. En bref, les masculinistes militent pour l'instauration d'une société encore plus machiste.

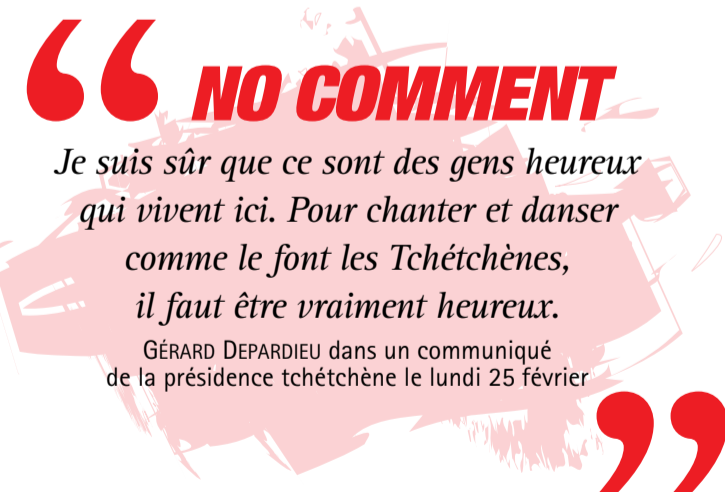
Dénoncer et combattre

Or, si pendant trois jours les médias français n'ont fait que commenter avec empathie la détresse d'un «papa», d'autres y ont reconnu les modes d'action des masculinistes canadiens, comme Patric Jean, cinéaste et auteur d'un documentaire sur la domination masculine, qui a dénoncé dans une tribune du Monde un «long travail politique» dissimulé. On a d'ailleurs retrouvé le discours masculiniste dans la bouche même de Serge Charnay: contre le «parti du ministère des Femmes» et contre ces «femmes qui nous gouvernent». Des propos

paranoïaques et machistes partagés par l'association SOS papa qui «dérage» régulièrement...

Ces actes, présentés comme spontanés, sont intervenus quelques jours avant une journée nationale pour le droit des pères organisée par l'association SVP papa; hasard du calendrier? Peu probable... Les masculinistes s'expriment de plus en plus ouvertement en France depuis quelques années, que ce soit à travers ces associations ou de la bouche même de certains polémistes très médiatiques comme le triste Zemmour. Il est insupportable que ce mouvement réactionnaire, machiste, homophobe, trouve un tel écho. Du discours paternaliste et machiste au féminicide (perpétré il y a quelques années dans une université québécoise par l'un d'entre eux), il n'y a qu'un pas qu'on ne doit pas leur permettre de franchir.

Nils Lamrani



TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
Ross Harrold
Maquette: Ambre Bragard
Impression:
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®